



MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ ET DES DROITS DES FEMMES  
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL  
MINISTÈRE, DE LA VILLE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

**Direction des ressources humaines  
(DRH)**

**Sous-direction de la qualité  
de vie au travail**

Bureau de l'action sociale

Affaire suivie par :  
Edith Hodé  
Tél. : 01 44 38 37 13  
[edith.hode@sg.social.gouv.fr](mailto:edith.hode@sg.social.gouv.fr)

Le directeur des ressources humaines

à

Mesdames et messieurs les directeurs d'administration centrale  
Monsieur le chef de la division des cabinets

**NOTE DE SERVICE N° DRH/SD3D /2015/73** du 13 mars 2015 relative aux prestations d'action sociale en faveur des agents pour 2015 - Administration centrale.

**Date d'application :** 1<sup>er</sup> janvier 2015

**Classement thématique :** Administration générale

**Publiée au BO :** NON

**Résumé :** revalorisation des taux des prestations d'action sociale

**Mots-clés :** action sociale des agents des ministères sociaux – mise à jour des taux 2015 - harmonisation des prestations - retraités

**Textes de référence :**

Loi n° 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique (article 26 complétant l'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 relatif à l'action sociale de l'Etat)

Décret n°2006-21 du 6 janvier 2006 modifié relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'Etat

Circulaire DGAFP : FP/ n°1931 et 2B-n°256 du 15 juin 1998 relative aux prestations d'action sociale à réglementation commune. Dispositions applicables aux agents des administrations centrales et services déconcentrés de l'Etat.

Circulaire DAGEMO : n°2005 / 08 du 1<sup>er</sup> décembre 2005 relative à la définition et à l'organisation de l'action sociale au sein du ministère.

Circulaire DAGPB/SRH2D/2007/192 du 10 mai 2007 relative aux prestations d'action sociale

Note de service N°DRH/SD3D/2014/149 du 25 avril 2014 relative aux prêts en faveur des agents pour 2014 (secteur travail).

Note de service N°DRH/SD3D/2014/150 du 25 avril 2014 relative aux prêts en faveur des agents pour 2014 (affaires sociales).

Circulaire PS2 NOR : *RDFF1427715C* du 24 décembre 2014 Prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune - taux applicable au 01 janvier 2015

[http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2014/12/cir\\_39050.pdf](http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2014/12/cir_39050.pdf)

Circulaire NOR : *RDFF1427525C* du 24 décembre 2014 Relative à l'aide à l'installation des personnels de l'Etat (AIP) modifications applicable au 01 janvier 2015

[http://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/textes\\_de\\_reference/20141224\\_cir\\_39052.pdf](http://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/textes_de_reference/20141224_cir_39052.pdf)

Circulaire NOR : *RDFF1427524C* du 24 décembre 2014 Relative à la prestation d'action sociale interministérielle « CESU – garde d'enfant 0/6 ans

[http://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/textes\\_de\\_reference/20141224\\_cir\\_39049.pdf](http://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/textes_de_reference/20141224_cir_39049.pdf)

Arrêté du 7 janvier 2014 relatif au barème de l'aide au maintien à domicile pour les retraités de la fonction publique d'Etat

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028454340&dateTexte=&categorieLien=id>

**Annexes :**

Annexe 73 a1 : Fiche Bénéficiaire

Annexe 73a2 : Fiche prestations éligibles aux retraités

Annexe 73a3 : Fiche Quotient familial

Annexe 73a4 : Fiche Barème 2015

Fiches techniques des différentes prestations individuelles d'action sociale.

Annexe 73a5 : Fiche Aide au maintien à domicile

Annexe 73a6 : Fiche Chèques vacances

Annexe 73a7 : Fiche CESU 0 à 6 ans

Annexe 73a8 : Fiche Aide à l'installation des personnels

Annexe 73a9 : Fiche Séjour en maison de repos

Annexe 73a10 : Fiche Colonies de vacances

Annexe 73a11 : Fiche Centre de loisirs

Annexe 73a12 : Fiche Séjour en maisons familiales - gîtes

Annexe 73a13 : Fiche Séjour éducatif

Annexe 73a14 : Fiche Séjour linguistique

Annexe 73a15 : Fiche Allocation enfants handicapés

Annexe 73a16 : Fiche Séjour en centre de vacances spécialisés

Annexe 73a17 : Fiche Aide au nouveau logement

Annexe 73a18 : Fiche Séjour en famille

Annexe 73a19 : Fiche Séjour en camping

Annexe 73a20 : Fiche Logement

Annexe 73a21 : Fiche Restauration

Annexe 73a22 : Fiche Petite enfance

Annexe 73a23 : Fiche Vacances personnes seules

Annexe 73a24 : Fiche Aide à l'éducation

Annexe 73a25 : Fiche Aide au BAFA

Annexe 73a26 : Fiche Aide à la conduite accompagnée

Annexe 73a27 : Fiche Prestation exceptionnelle Nantes

Annexe 73a28 : Fiche Aide financière

Annexe 73a29 : Fiche Prêt à taux zéro

Annexe 73a30 : Fiche Prêt social

La présente note de service a pour objet de fixer pour l'année 2015 les modalités de gestion des prestations d'action sociale au bénéfice des agents des directions d'administration centrale :

- du ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes ;
- du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et du dialogue social ;
- du ministère de la ville, de la jeunesse et des sports.

## **1. BENEFICIAIRES DES PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE**

**L'ensemble des agents de l'Etat en position d'activité et/ou rémunérés par les budgets des ministères -programmes 124 et 155 -** peuvent bénéficier, dans les conditions d'octroi fixées pour chaque prestation (*cf. fiches techniques en annexes*), des prestations d'action sociale interministérielles, ministérielles et locales.

Sont considérés en position d'activité les agents titulaires ou contractuels en congé annuel, en congé de maladie, en congé pour accident de service, en congé de longue maladie, en congé de longue durée, en congé de grave maladie, en congé de maternité, en congé d'adoption, en congé pour formation professionnelle, en congé pour formation des cadres en animateurs des organisations de jeunesse, en congé pour formation syndicale, en congé de bénévolat associatif, en congé de présence parentale.

**Les agents mis à disposition** doivent faire valoir leurs droits à l'action sociale auprès de leur administration d'origine s'ils continuent à être rémunérés par celle-ci, sauf conditions contraires prévues par la convention de mise à disposition de l'agent.

**Tous les fonctionnaires titulaires retraités des ministères sociaux et pensionnés de l'Etat**, quel que soit le service dans lequel ils exerçaient leur dernière activité avant de faire valoir leurs droits à la retraite, peuvent bénéficier des prestations interministérielles et ministérielles, sous réserve des dispositions propres à chacune d'entre elles. Les prestations ministérielles auxquelles ils peuvent prétendre sont celles de leur ministère de rattachement lors de leur dernière affectation avant mise à la retraite.

**Les demandes de prestations de tous les fonctionnaires titulaires retraités des ministères sociaux sont instruites et mises en paiement par la DRH ministérielle.**

Les fonctionnaires titulaires retraités peuvent également avoir accès aux restaurants RA, RIA et RIE. Toutefois, ils ne bénéficient pas de tarif subventionné et acquittent leur repas au tarif « extérieur ».

Il convient enfin de rappeler que les agents contractuels de droit public admis à la retraite ne peuvent pas bénéficier de l'action sociale interministérielle et ministérielle car ils ne sont pas titulaires d'un titre de pension versé par l'Etat.

## **2. LES PRESTATIONS INTERMINISTERIELLES ET MINISTERIELLES EN 2015**

### **2.1. Les prestations interministérielles gérées et financées par le ministère en charge de la fonction publique**

Les quatre prestations concernées sont :

- L'aide au maintien à domicile,
- La participation au financement des vacances et des loisirs (chèques-vacances),
- Le CESU garde d'enfants 0 à 6 ans,
- L'aide à l'installation des personnels de l'Etat.

Les conditions de mise en œuvre et les modalités d'attribution de ces prestations sont détaillées dans les fiches techniques en annexes.

### **2.2 Les prestations interministérielles à réglementation commune et financées sur le budget des ministères.**

Ces prestations recouvrent la prestation repas, l'aide à la famille, les subventions pour séjours d'enfants et les aides en faveur des enfants handicapés.

Les montants de base sont fixés chaque année par le ministère en charge de la fonction publique. Un montant de base ministériel, plus favorable, peut venir en amont et/ou en substitution du montant interministériel (*cf. annexe 73a4*).

Les montants de base des prestations interministérielles ont été réévalués à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de +0.55 % (*cf. circulaire PS2 NOR : RDEFF1427715C du 24 décembre 2014 dessus référencée*).

### **2.3 Les prestations ministérielles**

Ces prestations recouvrent à la fois les prestations interministérielles à réglementation commune, pour lesquelles le montant de base ministériel vient en amont et/ou en substitution du montant interministériel, et les prestations ministérielles gérées par les ministères sociaux.

Les prestations ministérielles, dont vous retrouverez les modalités d'attribution dans les fiches techniques jointes, ont été, pour celles soumises au calcul d'un coefficient agent, réévaluées pour 2015. Cette revalorisation tient compte du principe de convergence entre les deux

périmètres ministériels, celui du secteur travail (programme 155), et celui du secteur affaires sociales, santé, jeunesse et sports (programme 124) pour les prestations communes aux deux périmètres ministériels, et ce, sur le dispositif le plus favorable.

Ainsi, les barèmes et les conditions d'attribution sont identiques pour les deux périmètres ministériels sur les prestations communes suivantes :

- Colonies de vacances 6 à 12 ans et 13 à 17 ans révolus ;
- Séjours linguistiques 6 à 12 ans et 13 à 17 ans révolus ;
- Aide au séjour en camping ;
- Séjour organisé dans le cadre scolaire (séjour éducatif) ;
- Séjour en famille ;
- Aide au nouveau logement ;
- Aide financière.

Pour les prestations spécifiques à chaque périmètre ministériel, une revalorisation identique à la revalorisation des prestations interministérielles a été effectuée.

L'annexe 73a4 reprend les paramètres de calcul et les montants de base de chacune des prestations ministérielles et interministérielles.

Les modalités de mise en œuvre et d'attribution des prestations ministérielles d'aide financière, de prêt à taux zéro et de prêt social (secteur travail) sont reprises dans les fiches techniques jointes.

## **2.4 Les prestations locales en administration centrale**

Une offre d'action sociale locale est proposée aux agents publics des ministères sociaux affectés dans une direction d'administration centrale relevant de ces ministères. Cette offre couvre des domaines aussi variés que le logement, la restauration collective, la petite enfance (structures d'accueil), le spectacle de fin d'année et les bons cadeaux pour les enfants, les associations sportives et culturelles.

Les agents affectés à la direction des ressources humaines (DRH) des ministères en charge des affaires sociales en poste à Nantes n'ont pas accès à la même offre associative sportive et culturelle que les agents de l'administration centrale des ministères chargés des affaires sociales en poste à Paris, lesquels bénéficient, sur leurs lieux de travail, des activités sportives ou culturelles mises en place par les associations locales subventionnées par ces ministères.

Par mesure d'équité, il est instauré une prestation exceptionnelle « *Activités sportives, culturelles et de loisirs, participation aux frais d'inscription* » au bénéfice des agents de la DRH en poste à Nantes.

Les conditions d'accès à cette prestation ainsi qu'aux prestations locales en administration centrale sont détaillées dans les fiches techniques jointes en annexes.

Les modalités d'organisation du spectacle de fin d'année et d'attribution des bons cadeaux pour les enfants sont précisées dans une instruction ad hoc courant septembre.

Vous retrouverez l'ensemble des informations et fiches techniques relatives aux prestations d'action sociale interministérielles et ministérielles dans l'intranet des ministères sociaux, PACo via le lien suivant : [https://paco.intranet.social.gouv.fr/servicescommuns/DRH/action\\_sociale/Pages/L'action-sociale-dans-nos-ministères.aspx](https://paco.intranet.social.gouv.fr/servicescommuns/DRH/action_sociale/Pages/L'action-sociale-dans-nos-ministères.aspx)

Le bureau de l'action sociale reste à votre entière disposition afin de vous apporter toutes les précisions nécessaires à la mise en œuvre de cette note de service.

Le directeur des ressources humaines



Joël BLONDEL

<b>DRH - SD3D – Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION SOCIALE</b>	<b>Dernière mise à jour le 5 mars 2015</b>	<b>Annexe N° 73a1</b>
<b>Principes généraux</b>		<b>Bénéficiaires de l'action sociale</b>	

### Textes de référence

Circulaire FP/4 n° 1931 du 15 juin 1998.

Décret n°2006-21 du 6 janvier 2006 modifié.

Note de service n° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015.

Les agents publics civils de l'Etat et les militaires, en activité, travaillant à temps plein ou à temps partiel, rémunérés sur le budget de l'Etat.

Sont en position d'activité les agents : en congé annuel, en congé de maladie ordinaire, en congé pour accident de service, en congé de longue maladie, en congé de longue durée, en congé de grave maladie, en congé de maternité, en congé d'adoption, en congé pour formation professionnelle, en congé pour formation des cadres et animateurs des organismes de jeunesse, en congé pour formation syndicale, en congé de bénévolat association, en congé de présence parentale.

Les agents suivants bénéficient également de l'action sociale :

- les agents en décharge totale pour activité syndicale (critère de la gestion de proximité qui inclut les moyens d'action sociale),
- les agents mis à disposition d'autres structures (MDPH),
- les conseillers techniques et sportifs (CTS),
- les agents des services centraux du ministère des affaires sociales et de la santé dont la masse salariale et les moyens d'action sociale afférents ont été transférés aux DRJSCS et/ou DIRECCTE :
  - o Agents du service du droit des femmes ;
  - o Agents de la mission nationale de contrôle (MNC) affectés en région, bien que la MNC ait un statut de service à compétence nationale – SCN (critère de la gestion de proximité qui inclut les moyens d'action sociale).
- les agents mis à disposition des préfets en tant que délégués du préfet, et rémunérés par la direction des ressources humaines sur le budget du ministère de la ville, de la jeunesse et des sports - programme 124.

Les agents contractuels à durée déterminée peuvent bénéficier de l'action sociale sous réserve que leur contrat soit d'une durée minimale de 10 mois.

Les agents retraités de l'Etat, dont la dernière affectation était un service ou un établissement relevant des ministères sociaux rémunérés sur le budget de l'Etat peuvent donc bénéficier des prestations « séjours d'enfants » et « enfants handicapés » (cf. points 3.3 et 3.4 de la circulaire du 15 juin 1998 relative aux prestations d'action sociale à réglementation commune.

Ils bénéficient également de l'ensemble des prestations d'action sociale ministérielles, sous réserve de remplir les conditions d'accès.

<b>DRH - SD3D – Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION SOCIALE</b>	<b>Dernière mise à jour le 5 mars 2015</b>	<b>Annexe N° 73a2</b>
<b>Prestations d'action sociale</b>		<b>Accessibles aux agents retraités de l'Etat</b>	

### Textes de référence

Le décret n°2006-21 du 6 janvier 2006 modifié relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'État dispose que l'action sociale peut bénéficier aux agents retraités rémunérés sur le budget de l'État.

Note de service n° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015

### Prestations gérées par la fonction publique :

- L'aide au maintien à domicile
- Les chèques vacances

### Prestations gérées par les SRIAS :

Les préfetures de région, sur proposition des sections régionales interministérielles d'action sociale (SRIAS), assurent la mise en œuvre de prestations d'action sociale.

Les SRIAS peuvent à cet effet proposer des actions afin de répondre à des besoins non couverts.

Les prestations proposées sont ainsi très variées : les informations concernant chaque section régionale ainsi que les actions qui lui sont propres peuvent être recueillies, sur leur site en ligne.

<http://www.fonction-publique.gouv.fr/accedez-au-site-de-votre-srias>

### Prestations gérées par les ministères en charge des affaires sociales :

#### Pour les familles :

- L'ensemble des prestations mentionnées dans la note de service en cours d'application,

#### Pour les enfants handicapés ou infirmes :

- Allocations aux parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans,
- Allocations aux parents d'enfants handicapés de 20 ans à 27 ans s'ils poursuivent des études, en apprentissage ou en stage de formation professionnelle,
- Séjours en centre de vacances spécialisés.

*Pour information : En cas de décès du fonctionnaire l'allocation pourra être versée au conjoint ayant la charge de l'enfant.*

#### Demande d'aide financière

- A formuler auprès de l'assistante sociale de la DIRECCTE ou de la DRJSCS du lieu de résidence.

#### Demande de prêt à taux zéro

- Faire une demande de dossier auprès de la DRH/SD3/SD3D  
**DRH-SD3D-ACTIONSOCIALE@sg.social.gouv.fr**

#### Demande de prêt social

- A formuler auprès de l'assistante sociale de la DIRECCTE du lieu de résidence.

<b>DRH - SD3D – Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION SOCIALE</b>	<b>Dernière mise à jour le 5 mars 2015</b>	<b>Annexe N° 73a3</b>
<b>Principes généraux</b>		<b>Quotient familial</b>	

## Textes de référence

Circulaire FP/4 n°1931 du 15/06/1998

Note de service n° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015

## Définition

Le quotient familial est un outil de mesure des ressources mensuelles, il est calculé à partir des ressources annuelles imposables de l'année de référence N-2 qui tient compte à la fois du revenu professionnel et/ou de remplacement (pôle emploi, indemnités de formation...), et de la composition du foyer.

Le quotient familial mensuel (QFM) d'un agent est égal au revenu fiscal de référence RFR de l'année N-2, après l'abattement de 10% divisé par le nombre de parts dont bénéficie ce même foyer en année n.

Le quotient familial plafond (QFP) est la limite au-delà de laquelle la prestation n'est pas versée, le relèvement de cette limite augmente le nombre de bénéficiaires.

La constante annuelle (K) est égale à une valeur qui, dépendant du QFP et du QFR, permet à un agent de prétendre à 100% du montant de base d'une prestation :  $K = (QFP - QFR) / 100$

Le coefficient agent est le résultat du calcul : coefficient agent (CA) =  $(QF \text{ plafond} - (QFM \text{ de l'agent} / K)) \times 100$ .

Chaque année, le quotient familial de référence (QFR) est revu. Ce QFR correspond au quotient familial qui permet de se voir servir une prestation égale au montant de base.

## Composition du foyer

Par foyer, il faut entendre les personnes vivant soit seule(s), soit en couple, avec ou sans enfant(s).

La composition du foyer qui sera retenue pour le calcul du QF correspond à celle de l'année N.

Un enfant est considéré à la charge de l'agent lorsqu'il lui est rattaché fiscalement, ou lorsqu'il est rattaché fiscalement à l'autre adulte du foyer, que cet enfant soit mineur ou majeur. Pour les enfants majeurs l'âge limite est fixé à 25 ans s'ils poursuivent des études.

A ce titre, dès lors qu'il y a charge fiscale, l'enfant appartient bien au foyer de l'agent, même s'il n'existe aucun lien biologique entre lui et l'agent (enfant de l'autre adulte du foyer, ou enfant recueilli sous tutelle par exemple).

Un même enfant ne peut pas ouvrir droit au double versement d'une même prestation, au titre de chacun des parents, même lorsque les deux parents ne vivent pas au sein du même foyer.

Dans le cas où une ordonnance a été rendue par le juge aux affaires familiales qui fixe la résidence d'un enfant (en cas de divorce, séparation de droit ou de fait des parents de manière alternative chez l'un et l'autre des parents (« résidence partagée »), les prestations d'action sociale concernées par la présente note de service seront servies à l'agent du ministère qui, selon l'ordonnance précitée, bénéficie des prestations de la Caisse d'Allocation Familiales.



Dans le cas de résidence alternée - *et notamment dans le cas où les parents séparés ou divorcés sont tous deux agents du ministère* -, il ne peut être servi qu'une seule prestation pour le même fait générateur.

En cas de modification de la composition du foyer ou du montant des revenus pris en compte, un réajustement sera effectué conformément aux règles édictées au § *relatif aux modifications des situations*.

Le nombre de part qui est attribué à chaque personne composant le foyer (comme défini ci-dessous) découle de l'application du droit fiscal.

Le nombre de part dont bénéficie le foyer auquel appartient l'agent concerné sera le résultat de l'addition utilisant les données suivantes :

Adulte célibataire sans enfant	1 part ;
Couple	2 parts ;
Parent isolé	1,5 part ;
Du 1 <sup>er</sup> au 2 <sup>ème</sup> enfant inclus	½ part par enfant ;
A partir du 3 <sup>ème</sup> enfant à charge	1 part par enfant ;
Enfant handicapé à charge	½ part supplémentaire *;

*\* Cette ½ part supplémentaire se cumule avec les autres parts ou ½ parts de l'enfant considéré.*

Certains cas particuliers, prévus au code général des impôts et mentionnés sur l'avis d'imposition, attribuent des demi-parts supplémentaires. Toute évolution fiscale du mode d'attribution des parts sera prise en compte.

## Conditions

Le quotient familial prend effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N. Sauf circonstances exceptionnelles dûment justifiées, le quotient familial demeure invariable pendant toute l'année considérée. Il peut être actualisé en cas de changement de situation familiale et ou professionnelle, conformément aux règles édictées au § *relatif aux modifications des situations*.

## Ressources du foyer

C'est la notion du revenu fiscal de référence qui est prise en compte, soit les revenus perçus au titre de l'année N-2 par le foyer. Ces revenus figurent sur le ou les derniers avis d'imposition (ligne 25).

En cas de mariage en N-2 : les revenus à prendre en compte seront le revenu fiscal de référence du seul agent, ajouté à celui du couple (après mariage).

En cas de divorce, rupture de pacte civil de solidarité ou de séparation de corps : il sera procédé à la reconstitution de son revenu fiscal sur la base de la nouvelle situation familiale. Les revenus pris en compte seront ceux perçus par le seul agent en année N-2.

Dans l'hypothèse du versement par le demandeur de pensions alimentaires, il convient de déduire le montant de ces pensions, tel qu'il apparaît sur l'avis d'imposition, pour ce qui est de la détermination des ressources de la famille. Les revenus perçus à l'étranger, ou versés par une organisation internationale pendant l'année de référence, sont pris en compte pour déterminer le niveau des ressources de la famille même si ces revenus ne sont pas imposables en France.

En cas de décès : il sera procédé à la reconstitution de son revenu fiscal sur la base de la nouvelle situation. Les revenus pris en compte seront ceux perçus par le seul agent en année N-2.

En cas de rattachement au foyer fiscal des parents : Le revenu fiscal est reconstitué en prenant en compte les seuls revenus déclarés en son nom sur l'avis d'imposition des parents. Il sera appliqué le ou les abattements prévus par la réglementation fiscale en vigueur.

Le quotient familial mensuel d'un agent est donc égal au revenu fiscal de référence du foyer au titre de l'année N-2, divisé par le nombre de parts fiscales dont bénéficie ce même foyer en l'année N.

$$QF = \frac{\text{revenu fiscal de référence année N-2} \times 1/12}{\text{Nombre de parts fiscales année N}}$$

Ainsi calculé, le coefficient agent (%) de l'agent prend effet au 1er janvier de l'année N, et demeure en principe invariable tout au long de l'année ouvrant droit aux prestations concernées, sauf modification (s) du foyer ou des revenus.

## Modifications des situations

Si des avantages affectent, soit la composition du foyer, soit de manière substantielle le montant des revenus, le QF de l'agent doit être actualisé en fonction de ces modifications.

Les modifications de la composition du foyer : soit l'arrivée d'un nouveau membre au foyer, soit le départ d'un membre du foyer.

Dans ces cas, il conviendra d'attribuer à l'agent le nombre de parts correspondant à cette nouvelle situation.

Les modifications des revenus du foyer :

Une baisse des revenus du foyer issus de l'activité professionnelle depuis au moins 4 mois, lorsque cette baisse est supérieure à 20% des revenus issus de l'activité professionnelle (rapportés au mois) déclarés en l'année N-2, et ce, au jour du début de la prestation.

Dans cette hypothèse, ½ part supplémentaire est accordée dans la détermination du nouveau QF. Il convient dans ce cas d'attribuer une ½ part supplémentaire et de procéder à un nouveau calcul du coefficient.

Au titre de l'ensemble de ces modifications éventuelles dans la situation personnelle de l'agent, ce dernier devra fournir impérativement les justificatifs à l'appui de sa demande. Une déclaration sur l'honneur devra être rédigée par l'agent pour attester de sa situation. Les pièces suivantes devront y être annexées selon le cas :

- attestations de versement des diverses indemnités pour perte d'emploi,
- dernier bulletin de salaire du conjoint ayant repris un emploi,
- décision administrative de fin de disponibilité.

**Le service servant la prestation vérifiera la cohérence des éléments déclarés avec l'avis ou les avis d'imposition suivant(s), ainsi qu'avec l'état de situation annuel de la CAF. Toute déclaration fautive ou incomplète ouvrira droit au remboursement au profit de l'administration des prestations perçues.**

Le nouveau QF ainsi calculé s'applique jusqu'à la fin de l'année en cours, sauf nouvelle(s) modification(s) substantielle(s).

*Calcul en cas de divorce :*

En cas de divorce, si le mode de calcul du nombre de part pris en compte pour le calcul du quotient familial d'un agent ayant divorcé au cours des deux années précédentes est inférieur à celui dont il pouvait se prévaloir avant son divorce, il est pris pour le calcul du quotient familial le nombre de parts dont bénéficiait le couple en l'année N-2 ;

*Calcul en cas de résidence alternée des enfants:*

Chaque enfant en résidence alternée est considéré comme étant à la charge effective et complète de l'agent demandeur qui se voit octroyer de ce fait une demi-part supplémentaire par enfant. Afin d'éviter tout éventuel cumul de prestations au même titre, une attestation de non versement (ou de versement partiel) d'une même prestation par l'employeur de l'ex-conjoint(e) sera demandée ; le cas échéant, une attestation sur l'honneur faite par l'agent demandeur de la prestation pourra être acceptée.

D'une manière générale en cas de résidence alternée –et notamment dans le cas où les parents séparés ou divorcés sont tous deux agents du ministère-, il ne peut être servi qu'une seule prestation pour le même fait générateur.

Seule la résidence alternée d'un ou des enfants faisant l'objet d'une convention devant le JAF (juge aux affaires familiales) et/ou étant reconnue par les services fiscaux (c'est-à-dire spécifiée par l'avis d'imposition) ouvre droit aux stipulations du point précédent.

### Coefficient de l'agent

Le coefficient agent est le pourcentage du montant de base d'une prestation auquel pourra prétendre un agent suite à la détermination de son quotient familial, lorsque la ou les prestation(s) concernée(s) sont soumises au système du quotient familial.

Ce coefficient agent est le même pour toutes les prestations et pour toute l'année N, puisque sa détermination dépend du QF de l'agent (*sauf dispositions spécifiques voir § modifications des situations*)

Ainsi le montant de la prestation individuelle versée à l'agent varie de 70% à 150% du taux de base.

Pour toute prestation se déroulant sur deux années civiles, la situation est appréciée au premier jour ouvrant droit à la prestation.

## ANNEXE N°73a4

### Montants de base des prestations ministérielles et interministérielles nationales et paramètres de calcul du quotient familial

*Données applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015*

#### CALCUL DU COEFFICIENT AGENT

**Quotient familial plafond : 1 699 euros**

*Pour info 2014 : 1 690 €*

**Quotient familial de référence : 1 138 euros**

*Pour info 2014 : 1 132 €*

**Bornes du coefficient agent : 70 % et 150 %**

#### ➤ Aide aux vacances :

Type de séjour	Montant de base
Les colonies de vacances pour les enfants de 6 à 12 ans révolus Dans la limite de 21 jours	15,31 €
Les colonies de vacances pour les enfants de 6 à 12 ans révolus <i>Au-delà de 21 jours et dans la limite de 45 jours</i>	7,29 €
Les colonies de vacances pour les enfants de 13 à 17 ans révolus <i>Dans la limite de 21 jours</i>	23,19 €
Les colonies de vacances pour les enfants de 13 à 17 ans révolus <i>Au-delà de 21 jours et dans la limite de 45 jours</i>	11,04 €
Centre de loisirs sans hébergement	
Journée complète	5,26 €
Demi-journée	2,65 €
Séjours organisés dans le cadre du système scolaire (-18 ans)	
Tarif journalier	15,31 €
Forfait pour 21 jours consécutifs ou plus	75,57 €
Les séjours linguistiques pour les enfants de 6 à 12 ans révolus	15,31 €
Les séjours linguistiques pour les enfants de 13 à 17 ans révolus	23,19 €
Les séjours en famille (Parents + Enfants) <i>2 semaines de 7 jours ou 14 jours consécutifs</i>	7,76 €
Les séjours pour les personnes seules (Célibataire, divorcé(e), veuf (ve) sans enfant) <i>2 semaines de 7 jours ou 14 jours consécutifs</i>	7,76 €
Séjour en camping	2,59 €
Séjours en maisons familiales de vacances et gîtes <u>Au-delà des 14 jours du séjour en famille pour les seuls enfants</u>	
Pension complète	7,67 €
Autre formule	7,29 €
Allocation aux parents séjournant en maison de repos avec leurs enfants	22,71€
Allocations aux parents d'enfants handicapées de moins de 20 ans	
Montant trimestriel	476,67 €
Allocations pour les jeunes adultes handicapées poursuivant des études ou un apprentissage entre 20 et 27 ans	
Montant trimestriel au 1/01/2015	365,58 €
Montant trimestriel au 1/04/2015	<i>En attente</i>

Séjours en centres de vacances spécialisés	Montant journalier	20,80 €
--	--------------------	---------

➤ **Aide au nouveau logement :** **521,58 €**

*Ce montant de base national peut être majoré au niveau régional après avis du CTR pour tenir compte des spécificités régionales. Cette majoration ne peut excéder 50% du taux de base. Cette majoration est spécifique au secteur travail*

➤ **Prêt sans condition de ressources, sous réserve de solvabilité :** **2 500,00€**

➤ **Aides financières**

*La notion d'aides financières regroupe les secours et les prêts accordés par les ministères en charge des affaires sociales.*

*La demande d'aide financière est constituée à l'issue d'un entretien entre l'assistante de service social et l'agent.*

➤ **Prêts et secours :**

**Secours :** **1 350,00 €**

**Prêt :** **2 500,00 €**

**Prestations individuelles spécifiques secteur TRAVAIL**

➤ **Aide à l'éducation :**

*Ces montants de base nationaux peuvent être majorés au niveau régional, après avis du CTR. Cette majoration ne peut excéder 50% du montant de base. Elle peut ne concerner qu'un seul ou plusieurs niveaux de scolarisation.*

Niveau de scolarisation		Montant de base
Maternelle		34,88 €
Primaire		34,88 €
Collège		58,94 €
Secondaire classique	Filières L, ES, S.	88,36 €
Secondaire technique	Filières Bac technologique ou Bac Pro	116,70 €
Contrat d'apprentissage ou contrat de professionnalisation		116,70 €
Études supérieures		233,53 €
Complément "logement étudiant"		233,53 €
- Pour l'enfant qui suit des études supérieures, et qui a un logement distinct de celui de la résidence principale de l'agent demandeur.		
- Pour enfant en internat quelque soit l'âge et le niveau de scolarité		

➤ **Aide à la conduite accompagnée :** **204,06 €**

*Cette prestation peut être versée pour l'agent ou pour l'enfant quelque soit l'âge*

➤ **Aide au BAFA :** **174,58 €**

<b>DRH - SD3D – Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION SOCIALE</b>	<b>Dernière mise à jour le 5 mars 2015</b>	<b>Annexe N° 73a5</b>
<b>Prestation gérée par la Fonction Publique</b>		<b>Aide au maintien à domicile</b>	

## Textes de référence

Décret n° 2012-920 du 27 juillet 2012 relatif à l'introduction d'une aide au maintien à domicile pour les retraités de l'Etat.

Arrêté du 4 juillet 2014 relatif au barème de l'aide au maintien à domicile pour les retraités de l'Etat.

## Définition

L'aide au maintien à domicile est une prestation interministérielle qui a pour but de favoriser le maintien à domicile des fonctionnaires et ouvriers retraités de l'État et de prévenir leur perte d'autonomie.

**L'aide apportée par l'État est une prise en charge financière partielle** des frais de services à la personne supportés par le retraité pour l'aider à domicile. Les actions ouvrant droit à la participation de l'État sont strictement définies :

### le plan d'action personnalisé :

- Aide à domicile,
- Actions favorisant la sécurité à domicile,
- Actions favorisant les sorties du domicile,
- Soutien ponctuel en cas de retour d'hospitalisation,
- Soutien ponctuel en cas de périodes de fragilité physique ou sociale.

### l'aide habitat et cadre de vie :

- Financement de travaux d'aménagement,
- Kit prévention incluant achat du matériel et pose au domicile

## Bénéficiaires

- fonctionnaires retraités de l'État, titulaires d'une pension civile de retraite régis par le code des pensions civiles et militaires de retraite de l'État,
- ouvriers d'État retraités, titulaires d'une pension de retraite servie au titre du régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État défini par le décret du 5 octobre 2004,
- ayants-causes (veuf et veuve non remariés) des bénéficiaires mentionnés aux deux alinéas précédents, titulaires d'une pension de réversion, sous réserve de ne pas être éligible à une prestation de même nature.

## Conditions de ressources

Le montant de l'aide de l'État est versé sous condition de ressources. Les retraités doivent disposer d'un revenu brut global inférieur aux revenus plafonds fixés par arrêté en fonction de la composition du foyer

## Service d'information dédié

Les dossiers de demande d'aide, accompagnés de l'ensemble des pièces justificatives, devront être adressés par les retraités à la caisse d'assurance retraite et de santé au travail (CARSAT) de leur lieu de résidence.

**<http://www.travailler-mieux.gouv.fr/Liste-des-Caisses-regionales-d.html>**

Service d'information de l'assurance retraite contact téléphonique : **39 60**

<b>DRH - SD3D – Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION SOCIALE</b>	<b>Dernière mise à jour le 5 mars 2015</b>	<b>Annexe N° 73a6</b>
<b>Prestation gérée par la Fonction Publique</b>		<b>Chèques vacances</b>	

## Textes de référence

Circulaire du 22 avril 2014 relative aux chèques-vacances au bénéfice des agents de l'État

## Définition

Le Chèque-Vacances est une prestation d'aide aux loisirs et aux vacances qui permet de financer le départ en vacances ainsi qu'un large éventail d'activités culturelles et de loisirs.

## Bénéficiaires

Les agents publics civils de l'Etat et les militaires, en activité.

*Sont en position d'activité les agents : en congé annuel, en congé de maladie ordinaire, en accident de service, en congé de longue maladie, en congé de longue durée, en congé de grave maladie, en congé de maternité, en congé d'adoption, en congé pour formation professionnelle, en congé pour formation des cadres et animateurs des organismes de jeunesse, en congé pour formation syndicale, en congé de bénévolat association, en congé de présence parentale.*

Les fonctionnaires civils et les militaires retraités régis par le code des pensions civiles et militaires de retraites de l'Etat, sous réserve qu'ils ne disposent d'aucun revenu d'activité.

Les ouvriers d'Etat retraités

Les assistants d'éducation, recrutés en application de l'article L. 916-1 du Code de l'éducation

Les veuves ou veufs non remariés des bénéficiaires mentionnés ci-dessus, titulaires d'une pension de réversion sous réserve qu'ils ne disposent d'aucun revenu d'activité.

## Conditions de ressources

Le bénéfice du Chèque-vacances est soumis à conditions de ressources, en fonction du revenu fiscal de référence RFR, du foyer de l'année N-2 et du nombre de parts du foyer en année N, apprécié à la date de la demande.

## Conditions d'épargne et de bonification

Cette prestation est basée sur une épargne de l'agent d'une durée de 4 à 12 mois.

Le montant de l'épargne fixé par l'agent se situe entre 2% et 20% du SMIC mensuel.

Cette épargne est ensuite abondée par une participation de l'Etat qui est modulée en fonction du revenu fiscal de référence de l'année N-2 et du nombre de parts du foyer fiscal en année N.

Les agents de moins de 30 ans, éligible au chèque vacances, bénéficient d'une bonification de 35% suivant le revenu fiscal de référence.

Les agents handicapés, en activité, remplissant les conditions d'attribution de la prestation, bénéficient d'une majoration accordée par le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP), à hauteur de 30 % de la bonification versée par l'Etat. Les Chèques-Vacances se présentent sous la forme de coupures de 10, 20 ou 50 € et sont valables deux ans en plus de leur année d'émission.

## Cumul des droits

Dans un ménage si les deux conjoints appartiennent à la fonction publique, chacun d'eux peut demander le bénéfice de la prestation chèques-vacances.

La prestation Chèque-vacances est cumulable avec les autres prestations d'action sociale servies aux personnels de la Fonction publique au titre de l'aide aux vacances.

## Site dédié

La gestion de cette prestation interministérielle d'action sociale est assurée par **EXTELIA**, qui réalise, pour le compte du ministère de la Décentralisation et de la fonction publique l'instruction des demandes qui lui sont adressées par les agents de l'État.

Toutes les informations relatives à ce dispositif (y compris les formulaires de demande) sont disponibles sur le site Internet spécifiquement dédié au dispositif :

**[www.fonctionpublique-chequesvacances.fr](http://www.fonctionpublique-chequesvacances.fr)**



<b>DRH - SD3D – Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION SOCIALE</b>	<b>Dernière mise à jour le 5 mars 2015</b>	<b>Annexe N° 73a7</b>
<b>Prestation gérée par la Fonction Publique</b>		<b>Cesu garde d'enfants de 0 à 6 ans</b>	

## Textes de référence

Circulaire du 24 décembre 2014 relative à la prestation « CESU – garde d'enfant 0/6 ans »

## Définition

L'Etat employeur a mis en place des Chèques Emploi Service Universels préfinancés afin de favoriser le maintien de l'activité professionnelle des parents, le CESU préfinancé est un titre spécial de paiement, créé par la loi du 26 juillet 2005 et est cumulable avec les prestations légales auxquelles les agents bénéficient de plein droit.

## Bénéficiaires

Les agents publics civils de l'Etat et les militaires, en activité.

*Sont en position d'activité les agents : en congé annuel, en congé de maladie ordinaire, en accident de service, en congé de longue maladie, en congé de longue durée, en congé de grave maladie, en congé de maternité, en congé d'adoption, en congé pour formation professionnelle, en congé pour formation des cadres et animateurs des organismes de jeunesse, en congé pour formation syndicale, en congé de bénévolat association, en congé de présence parentale.*

Les conjoints survivants des bénéficiaires mentionnés ci-dessus, titulaires d'une pension de reversion, sont admis à bénéficier de cette prestation.

## Conditions de ressources

Le bénéfice du Chèque-vacances est soumis à condition de ressources, en fonction du revenu fiscal de référence RFR, du foyer de l'année N-2 et du nombre de parts du foyer en année N, apprécié à la date de la demande.

Pour les agents affectés dans les départements d'outre mer, le revenu fiscal de référence RFR à retenir pour le calcul du montant de l'aide est déterminé après un abattement de 20% de ce RFR.

## Conditions d'attribution

Le droit est ouvert à compter de la fin du congé de maternité ou d'adoption et jusqu'aux cinq ans révolus de l'enfant.

Le montant de l'aide versée est déterminé au prorata du nombre de mois pendant lesquels les conditions liées à l'âge sont remplies.

La prestation est due pour tout mois engagé.

Le bénéfice de la prestation n'est reconnu qu'à la condition que l'agent demandeur supporte seul ou conjointement la charge effective et permanente de l'enfant.

L'agent demandeur doit attester qu'il fait garder son enfant à titre onéreux.

La date limite d'envoi des demandes au titre d'une année, le cachet de la poste faisant foi, est fixée au 31 décembre de l'année en cours. La date limite de transmission des pièces justificatives, le cachet de la poste faisant foi, est fixée au dernier jour du mois de février suivant l'année au titre de laquelle les titres ont été demandés.

## Montant de l'aide annuelle

Le montant annuel de l'aide, déterminé en fonction du revenu fiscal et du nombre de parts du foyer, est fixé au 1<sup>er</sup> janvier 2015 à :

- 700 € ou 400 € pour une famille – *mariage, pacse, concubinage*-
- 840 €, 480 € ou 265 € pour une famille monoparentale -*parent isolé*-

## Site dédié

Cette prestation, est gérée par Edenred France, un émetteur de CESU agréé.

Outre son rôle d'émetteur, qui consiste notamment en la production de titres Tickets CESU et en leur remboursement aux intervenants en matière de garde d'enfants, Edenred France assure pour le compte de la DGAFP, la gestion des demandes de CESU - garde d'enfant qui lui sont adressées par les agents de l'État.

Les demandes de Tickets CESU - garde d'enfant 0-6 ans sont obligatoirement faites grâce à un **formulaire spécifique**, disponible en ligne sur le site dédié à la prestation :

[www.cesu-fonctionpublique.fr](http://www.cesu-fonctionpublique.fr).

Les agents doivent déposer leurs demandes à l'adresse indiquée sur le formulaire. Toutes les informations relatives aux conditions d'ouverture des droits, au contenu des dossiers de demande, aux modalités d'instruction de ces derniers et aux modalités d'utilisation des Ticket CESU - garde d'enfant sont également disponible sur le site mentionné ci-dessus.

DRH - SD3D – Bureau de l'action sociale	ACTION SOCIALE	Dernière mise à jour le 5 mars 2015	Annexe N° 73a8
Prestation gérée par la Fonction Publique		Aide à l'installation des personnels	

## Textes de référence

Circulaire du 24 décembre 2014 relative à l'aide à l'installation des personnels de l'État (AIP)  
Décret no 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains.

## Définition

L'Aide à l'installation des personnels de l'Etat (AIP), est destinée à prendre en charge une partie des frais d'installation des agents de l'État « primo-arrivants » dans la fonction publique de l'État ou affectés en zones urbaines sensibles (ZUS).

Les demandes doivent être déposées dans les vingt-quatre mois qui suivent l'affectation et dans les six mois qui suivent la signature du contrat de location.

## Bénéficiaires

Les fonctionnaires civils stagiaires et titulaires de l'État, les magistrats stagiaires et magistrats, les agents recrutés sur la base de l'article 27 de la loi N°84-16 du 11 janvier 1984 ; les agents recrutés par la voie du PACTE et les ouvriers d'État « Primo-arrivants » dans la fonction publique de l'État, c'est-à-dire :

- ayant réussi un concours de la fonction publique de l'État,
- ou ayant été recruté sans concours lorsque le statut particulier prévoit cette modalité,
- ou encore ayant fait l'objet d'un recrutement dans la fonction publique de l'État soit sur la base de l'article 27 de la loi du 11 janvier 1984, soit par la voie du PACTE ;

## Conditions de ressources

L'agent demandeur doit disposer d'un Revenu Fiscal de Référence (RFR) inférieur ou égal à 24 818 € s'il est seul ou 36 093 € pour un couple.

Si l'agent est affecté en zones urbaines sensibles, c'est-à-dire : exerçant la majeure partie de ses fonctions dans une ZUS les conditions de revenu sont identiques ;

## Site dédié

La demande d'AIP doit être faite au moyen d'un formulaire spécifique, qui peut être téléchargé ou pré-rempli en ligne sur le site Internet [www.aip-fonctionpublique.fr](http://www.aip-fonctionpublique.fr).

L'agent adressera son formulaire de demande et les pièces justificatives nécessaires) à  
**CNT DEMANDE AIP - TSA 92122 - 76934 ROUEN CEDEX 9**, chargé de l'instruction des dossiers.

<b>DRH - SD3D – Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION SOCIALE</b>	<b>Dernière mise à jour le 5 mars 2015</b>	<b>Annexe N° 73a9</b>
<b>Prestation interministérielle</b>	<b>PCE 6471800000</b>	<b>Allocation aux parents séjournant en maison de repos avec leurs enfants</b>	

### Textes de référence

Circulaire FP/4 n° 1931 du 15 juin 1998.  
 Circulaire du 24 décembre 2014 NOR RDFF 1427715C.  
 Note de service n° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015.

### Définition

Cette allocation est destinée au parent d'au moins 2 enfants, dont le dernier est âgé de moins de 3 ans et qui cesse provisoirement de travailler ou passe à temps partiel.

### Conditions

Vous effectuez un séjour en maison de repos accompagné de votre ou de vos enfants.  
 Le séjour doit vous être prescrit par votre médecin et se dérouler dans un établissement agréé par la sécurité sociale.  
 Votre (vos) enfants doit (doivent) être âgé(s) de moins de 5 ans au moment du séjour.

### Barème

Se reporter à l'annexe N° 73a4

### Précisions

Le montant de l'aide est calculé en fonction de la durée du séjour, dans une limite de 35 jours par an. Elle est attribuée pour chaque enfant de moins de 5 ans vous accompagnant.  
 L'aide ne peut être supérieure à ce que vous aurez réellement dépensé pour le séjour de votre ou de vos enfants.  
 Cette prestation est servie sans conditions de ressources.

<b>DRH - SD3D – Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION SOCIALE</b>	Dernière mise à jour le 5 mars 2015	<b>Annexe N° 73a10</b>
<b>Prestation ministérielle et interministérielle</b>	PCE 6471800000	<b>Colonie de vacances Enfants de moins de 13 ans Enfants de 13 à 18 ans</b>	

### Textes de référence

Circulaire FP/4 n° 1931 du 15 juin 1998.  
Note de service n° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015.  
Circulaire du 24 décembre 2014 NOR RDFS 1427715C.

### Définition

Cette prestation est destinée à prendre en charge une partie des frais de séjours engagés par les agents concernés pour leurs enfants ayant séjourné en centres de vacances (colonies de vacances, centres de vacances maternels, centres de vacances collectifs pour adolescents, centres sportifs de vacances, camps d'organisation de jeunesse...).

### Conditions

Cette prestation est soumise au quotient familial.

L'enfant doit être à charge fiscalement.

Le séjour doit se dérouler dans un centre de vacances répondant aux conditions suivantes :

- être un établissement permanent ou temporaire qui héberge de façon collective, hors du domicile familial, les enfants de plus de 4 ans à l'occasion de leurs vacances scolaires ou de leurs loisirs,
- avoir reçu un agrément du ministère de la jeunesse et des sports.
- Le lieu de séjour peut indifféremment être situé en métropole, dans les départements d'Outre-mer ou à l'étranger.
- Les séjours en centres de vacances organisés par des organismes à but lucratif et les placements de vacances (avec hébergement au sein d'une famille) sont exclus de ce dispositif d'aide.

Les séjours en centre hebdomadaire (semaines aérées ou "mini-colonies") qui relèvent de la réglementation des centres de loisirs ouvrent droit à un remboursement aux taux retenus pour les centres de vacances avec hébergement.

La prestation ministérielle (PM) est servie dans la limite de 21 jours soit 20 nuitées par an ; la prestation interministérielle (PIM) prenant le relais au-delà dans la limite de 45 jours d'indemnisation (21 jours pris sur la prestation ministérielle restera 24 jours soit 23 nuitées). Elle peut être versée pour chacun des enfants à charge du bénéficiaire, âgé de moins de dix-huit ans au premier jour du séjour.

Le séjour doit être justifié en fournissant une facture et/ou d'une attestation de présence rédigée par l'organisme. Sur ces documents devront obligatoirement figurer : nom et prénom de l'enfant, la période, le nombre de jours et la mention « dûment acquittée ». La subvention ne sera effective qu'au terme du séjour.

Cas particulier des enfants handicapés : lorsque les enfants sont atteints d'une incapacité au moins égale à 50 %, la limite d'âge est portée de dix-huit à vingt ans. Aucune condition de ressources n'est alors exigée.

### Barème

Se reporter à l'annexe N° 73a4.

<b>DRH - SD3D – Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION SOCIALE</b>	Dernière mise à jour le 5 mars 2015	<b>Annexe N° 73a11</b>
<b>Prestation interministérielle</b>	<b>PCE 6471220000</b>	<b>Séjour d'enfant en centre de loisirs sans hébergement</b>	

### Textes de référence

Circulaire FP/4 n° 1931 du 15 juin 1998.  
 Circulaire du 24 décembre 2014 NOR RDFF 1427715C.  
 Note de service n° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015.

### Définition

Cette prestation est destinée à prendre en charge une partie des frais de séjours engagés pour les enfants en centres de loisirs sans hébergement -centres aérés-.

Le centre d'accueil doit présenter les caractéristiques suivantes :

- avoir pour activité l'accueil des enfants à la journée, pendant leur congé scolaire ou leur temps de loisirs ;
- proposer de multiples activités ;
- être agréé par le ministère chargé de la jeunesse et des sports.

### Conditions

La prestation est versée par jour sans limitation du nombre de journées et est attribuée conformément au calcul du quotient familial.

Le séjour doit être justifié en fournissant une facture et/ou une attestation de présence rédigée par l'organisme.

Sur ces documents devront obligatoirement figurer :

- nom et prénom de l'enfant,
- la période, le nombre de jours et la mention « dûment acquittée ».
- La subvention ne sera effective qu'au terme du séjour.

Les accueils en demi-journée sont pris en charge dans les mêmes conditions qu'un séjour en journée complète mais sur la base du barème demi-journée.

### Barème

Se reporter à l'annexe N° 73a4.

### Précisions

Les séjours en centre hebdomadaire, semaine aérée ou mini colonie ouvrent droit à la prestation -*centre de vacances avec hébergement*- ;

La prestation ne peut pas être versée si l'administration subventionne déjà le centre de loisirs ;

Les absences facturées par le centre de loisirs ne seront pas prise en compte dans le calcul de la prestation qui sera servie à l'agent.

<b>DRH - SD3D</b> <b>Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION</b> <b>SOCIALE</b>	<b>Dernière mise à jour</b> <b>le 5 mars 2015</b>	<b>Annexe N° 73a12</b>
<b>Prestation interministérielle</b>	<b>PCE</b> <b>6471800000</b>	<b>Séjour enfants en maisons familiales de vacances et gîtes</b>	

### Textes de référence

Circulaire FP/4 n° 1931 du 15 juin 1998.  
 Circulaire du 24 décembre 2014 NOR RDFF 1427715C.  
 Note de service n° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015.

### Définition

Cette prestation est destinée à prendre en charge une partie des frais de séjours engagés par les agents pour leurs enfants ayant séjourné soit en centre familial de vacances, soit dans des établissements portant le label 'gîtes de France'.

Les centres familiaux de vacances concernés peuvent être soit des maisons familiales de vacances, soit des villages de vacances, y compris les gîtes ou villages de toile offrant des services collectifs. Les séjours en campings municipaux ou privés ne font pas partie des établissements retenus.

Différentes formules d'accueil peuvent être offertes : pension complète, demi-pension, location.

Il s'agit toujours d'établissements de tourisme social gérés sans but lucratif.

Les gîtes de France (gîtes ruraux, gîtes d'étapes ou de groupes, chambres d'hôtes, etc.) sont des établissements agréés par la Fédération nationale des gîtes de France, sous la responsabilité du relais départemental.

Les gîtes d'enfants garantis par le label 'gîtes de France' aménagés dans le cadre de la réglementation en vigueur pour accueillir des enfants âgés de quatre à treize ans au sein de familles agréées entrent dans la catégorie d'établissements retenus.

### Conditions

Cette prestation est soumise au quotient familial.

L'enfant doit être à charge fiscalement.

Ouvrent droit au versement de cette prestation :

- les séjours effectués dans les centres familiaux de vacances agréés par le ministère chargé de la santé ou le ministère chargé du tourisme ;
- les séjours effectués dans les établissements agréés par la Fédération nationale des gîtes de France.

La prestation est versée dans la limite de quarante-cinq jours soit 44 nuitées par an pour chacun des enfants, à charge du bénéficiaire, âgé de moins de dix-huit ans au premier jour du séjour. La prestation est versée indépendamment de tout lien de parenté entre l'enfant de l'agent de l'Etat ouvrant droit à la prestation et la personne avec qui il effectue le séjour -le séjour en gîte d'enfants implique que l'enfant soit non accompagné.

Pour les séjours en centres familiaux de vacances, la prestation est versée au vu d'une facture des sommes acquittées et/ou d'une attestation de présence délivrée par le responsable du centre familial (sont à préciser la période concernée ainsi que le nombre de nuitées).

Pour les séjours en formule gîte de France, la prestation est versée au vu d'une facture des sommes acquittées et/ou d'une attestation de présence par le responsable du relais départemental, soit par le propriétaire du gîte agréé par la fédération (sont à préciser la période concernée ainsi que le nombre de nuitées).  
La subvention ne sera effective qu'au terme du séjour.

## Barème

Se reporter à l'annexe N° 73a4

## Précisions

Cas particulier des enfants handicapés : lorsque les enfants sont atteints d'une incapacité au moins égale à 50 %, il n'y a pas de limite d'âge.

Aucune condition de ressources n'est alors exigée.

La prestation peut venir en complément d'une aide au séjour en famille si l'agent a effectué ses vacances dans un gîte agréé ; elle sera versée au titre du ou des enfants présent(s).

Soit 14 jours soit 13 nuitées en séjour famille + x jours en complément pour les seuls enfants dans la limite de 31 jours ou 30 nuitées.



<b>DRH - SD3D</b> <b>Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION</b> <b>SOCIALE</b>	Dernière mise à jour le 5 mars 2015	<b>Annexe N° 73a13</b>
<b>Prestation ministérielle et</b> <b>interministérielle</b>	<b>PCE</b> <b>6471800000</b>	<b><u>Séjour organisé dans le cadre du séjour</u></b> <b><u>éducatif</u></b>	

### Textes de référence

Circulaire FP/4 N° 1931 du 15 juin 1998  
 Circulaire du 24 décembre 2014 NOR RDEF 1427715C  
 Note de service n° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015

### Définition

Cette prestation est destinée à prendre en charge une partie des frais de séjour mis en œuvre dans le cadre du système scolaire éducatif -classes culturelles transplantées, classe de l'environnement, classes de patrimoine ou séjours effectués lors d'échanges pédagogiques-.

### Conditions

Cette prestation est soumise au quotient familial.  
 L'enfant doit être à charge fiscalement.  
 L'enfant doit avoir moins de 18 ans au début de l'année scolaire.  
 L'enfant peut effectuer un séjour par année scolaire – *éventuellement au cours d'une année civile, un enfant peut effectuer 2 séjours correspondants à deux années scolaires successives*-.  
 Le séjour peut avoir lieu en France ou à l'étranger, mais en période scolaire.  
 La durée minimum du séjour est fixée à 5 jours soit 4 nuitées, les séjours inférieurs à ce nombre de jours n'ouvrent pas droit à la prestation.  
 La prestation est accordée dans la limite de 21 jours soit 20 nuitées par enfant.

### Barème

Se reporter à l'annexe N° 73a4.

### Précisions

**Attention cette prestation ministérielle -moins de 21 jours- se substitue à la prestation interministérielle « Séjour éducatif»**

Ces séjours s'adressent aux enfants de l'enseignement préélémentaire, élémentaire, de l'éducation spécialisée et aux élèves du secondaire (collège, lycée).

La prestation doit, dans la mesure du possible, être attribuée quelques jours avant le départ, au vu d'une attestation d'inscription délivrée par le directeur de l'école.

Sur cette attestation devront être mentionnés :

- que la classe est agréée et placée sous le contrôle du ministère dont relève l'établissement,
- le nom et l'adresse de l'établissement dans lequel se déroule le séjour,
- la durée du séjour.

La prestation n'est pas liée au règlement préalable de la participation parentale à la collectivité organisatrice du séjour.

<b>DRH - SD3D</b> <b>Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION</b> <b>SOCIALE</b>	Dernière mise à jour le 5 mars 2015	<b>Annexe N° 73a14</b>
<b>Prestation ministérielle</b>	<b>PCE</b> <b>6471800000</b>	<b>Aide au séjour linguistique</b>	

### Textes de référence

Circulaire FP/4 n° 1931 du 15 juin 1998.  
 Note de service n°DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015.  
 Circulaire du 24 décembre 2014 NOR RDFF 1427715C.

### Définition

Cette prestation est destinée à prendre en charge une partie des frais engagés par les agents pour leurs enfants effectuant à l'étranger un séjour culturel et de loisirs, au cours des vacances scolaires. La période à retenir est celle qui correspond aux dates des vacances scolaires applicables en France.

### Conditions

Cette prestation est soumise au quotient familial.  
 L'enfant doit être à charge fiscalement.  
 L'enfant doit avoir moins de 18 ans au début du séjour.  
 Le séjour à l'étranger doit prévoir un hébergement en famille d'accueil ou en centre d'hébergement.  
 Ce séjour doit se dérouler pendant les vacances scolaires en France –*Voir précisions.*  
 La prestation est accordée dans la limite de 21 jours soit 20 nuitées par enfant.

### Barème

Se reporter à l'annexe N° 73a4.

### Précisions

#### **Attention cette prestation ministérielle se substitue à la prestation interministérielle « Séjour linguistique »**

Le séjour peut prendre également la forme d'un séjour découverte linguistique et culturelle mis en place par les établissements.

Les dates de séjour peuvent être fixées en fonctions du pays d'accueil et peuvent ne pas coïncider avec le calendrier scolaire de la France.

Le montant de la prestation est indépendant de la dépense engagée ; mais en aucun cas il ne peut être supérieur à cette dépense.

Le cumul avec une autre prestation de même nature versée par l'Etat-Employeur pour la même période est impossible.

<b>DRH - SD3D – Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION SOCIALE</b>	<b>Dernière mise à jour le 26 février 2015</b>	<b>Annexe N° 73a15</b>
<b>Prestation interministérielle</b>	<b>PCE</b> <b>6471240000</b> pour – de 20 ans  <b>PCE</b> <b>6472000000</b> pour + de 20 ans	<b>Allocations aux parents d'enfants handicapés ou infirmes de moins de 20 ans et au-delà de 20 ans et jusqu'à 27 ans</b>	

### Textes de référence

Circulaire FP/4 n° 1931 du 15 juin 1998  
 Circulaire du 24 décembre 2014 NOR RDFF 1427715C.  
 Note de service n° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015.

### Définition et conditions

#### **Allocation aux parents d'enfants handicapés ou infirmes de moins de 20 ans :**

Cette allocation est une aide financière aux parents qui ont un enfant handicapé âgé de moins de 20 ans et dont le taux d'incapacité est de 50 % au moins.

La prestation n'est pas servie si l'enfant est placé en internat permanent avec prise en charge intégrale par l'État, l'assurance maladie ou l'aide sociale.

Elle est cumulable avec les prestations familiales légales.

Elle n'est pas cumulable avec l'allocation compensatrice prévue par l'article 39 de la Loi n° 75-534 du 30 juin 1975, l'allocation aux adultes handicapés et l'allocation différentielle servie au titre des droits acquis.

Etre bénéficiaire de l'allocation d'éducation spéciale (AES).

Aucune condition d'indice ou de ressources n'est exigée. L'allocation est servie au bénéficiaire de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH).

L'allocation est versée trimestriellement jusqu'au mois au cours duquel l'enfant atteint ses 20 ans. Le versement intervient au cours du 3<sup>ème</sup> mois de chaque trimestre.

#### **Allocation spéciale pour jeunes adultes, atteints d'une maladie chronique ou d'un handicap, et poursuivant ses études au-delà de 20 ans et jusqu'à 27 ans :**

Cette allocation est accordée dès lors que le jeune adulte poursuit des études, est en apprentissage ou suit un stage de formation professionnelle. Elle est versée trimestriellement (y compris pendant les vacances scolaires) jusqu'au mois au cours duquel l'enfant atteint ses 27 ans.

##### Public concerné :

Enfants qui eu égard au taux d'incapacité (50 % au moins) ouvrent droit à l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AAH). Jeunes adultes à charge atteints d'un handicap reconnu comme tel par la MDPH ou d'une affection chronique. En ce qui concerne ces derniers, il est précisé que le versement de cette prestation n'est pas conditionné par le versement de l'AES ou de l'allocation compensatrice.

N'est pas servie aux bénéficiaires de l'allocation adultes handicapés (AAH).

### Barème

Se reporter à l'annexe N° 73a4.

<b>DRH - SD3D – Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION SOCIALE</b>	<b>Dernière mise à jour le 05 mars 2015</b>	<b>Annexe N° 73a16</b>
<b>Prestation interministérielle</b>	<b>PCE 6471240000</b>	<b>Séjour en centre de vacances spécialisé pour enfants handicapés</b>	

### Textes de référence

Circulaire FP/4 n° 1931 du 15 juin 1998.  
 Circulaire du 24 décembre 2014 NOR RDFF 1427715C.  
 Note de service n° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015.

### Définition

Cette prestation est un remboursement partiel des frais de séjour des enfants handicapés séjournant dans un centre de vacances spécialisé. Sont concernés :

- les enfants dont le taux d'incapacité (50 % au moins) ouvre droit à l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh) ;
- les jeunes adultes à charge atteints d'un handicap reconnu comme tel par la maison du handicap ou d'une affection chronique. En ce qui concerne ces derniers, il est précisé que le versement de cette prestation n'est pas conditionné par le versement de l'Aeeh ou de l'allocation compensatrice.

### Conditions

Aucune condition d'âge n'est exigée (l'enfant peut être majeur), aucune condition de ressource n'est exigée. L'enfant doit être à charge fiscalement.

### Barème

Se reporter à l'annexe N° 73a4.

### Précisions

La prestation est servie dans la limite de 45 jours par an.

#### À noter :

Si le séjour est pris en charge par d'autres organismes, la prestation est servie à condition que le montant des aides n'excède pas les dépenses supportées par la famille.

<b>DRH - SD3D</b> <b>Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION</b> <b>SOCIALE</b>	<b>Dernière mise à jour</b> <b>le 05 mars 2015</b>	<b>Annexe N° 73a17</b>
<b>Prestation ministérielle</b>	<b>PCE</b> <b>6471100000</b>	<b>Aide au nouveau logement</b>	

### Textes de référence

Circulaire FP/4 n° 1931 du 15 juin 1998.  
 Circulaire du 24 décembre 2014 NOR RDFF 1427715C.  
 Note de service n° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015.

### Définition

Cette aide est destinée à compenser une partie des frais engagés à l'occasion d'un changement de résidence principale, quel qu'en soit le motif.

### Conditions

Elle est soumise au quotient familial.

Dès lors que l'agent change de résidence principale, pour quel que motif que ce soit, il peut demander cette aide.

Le montant de la prestation est forfaitaire et indépendant de la dépense engagée.

Pour prouver la réalité du déménagement, l'agent devra fournir une copie d'un bail de location sur lequel figurera son nom ou de toute autre pièce à son nom qui prouvera la réalité de son changement de résidence principale (acte de propriété, contrat EDF, abonnement téléphonique, etc....).

L'aide peut être versée plusieurs fois au cours d'une année si l'agent effectue plusieurs déménagements.

La demande d'aide doit être déposée au plus tôt 2 mois avant le changement de résidence si l'agent est en mesure de présenter une des pièces justificatives demandées et au plus tard dans les trois mois qui suivent l'emménagement.

### Barème

Se reporter à l'annexe N° 73a4.

Ce montant de base peut-être majoré localement de 50%. **Cette majoration est spécifique au secteur travail.**

### Précisions

En cas d'une accession à la propriété, l'aide ne sera versée qu'au primo-accédant.

#### **Attention :**

*Au regard du code de la construction et de l'habitation un primo accédant est :*

*Une personne physique n'ayant pas été propriétaire de sa résidence principale aux cours des deux dernières années.*

Il faudra donc joindre à la demande de paiement de la prestation, la copie du bail datant de plus de 2 ans.

En cas d'une mutation, -même périmètre ministériel- la direction d'accueil liquidera cette prestation.

En cas de détachement dans une autre structure publique ou de démission cette aide ne pourra être versée.

<b>DRH - SD3D</b> <b>Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION</b> <b>SOCIALE</b>	Dernière mise à jour le 18 mars 2015	<b>Annexe N° 73a18</b>
<b>Prestation ministérielle</b>	<b>PCE</b> <b>6471800000</b>	<b>Séjour vacances en famille</b>	

### Textes de référence

Circulaire FP /4 n° 1931 du 15 juin 1998.  
Décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006 version consolidée.  
Note de service n° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015.

### Définition

La prestation couvre une partie des frais de séjour pour tout type de séjour y compris la location saisonnière, mobil-home, cottage ou chalet, hôtellerie dans le cadre d'un séjour en famille (Parents + enfants).

### Conditions









































































- Elle est soumise au quotient familial.
- L'enfant doit être à charge fiscalement.
- La prestation ne peut être versée que dans la limite de 14 jours soit 13 nuitées par année civile.
- La prestation est versée pour chaque membre du foyer dans la limite du nombre de places prévu par le contrat de location ou dans la limite du nombre de personnes du foyer dont les noms sont portés sur la facture et qui compose le foyer fiscal.

### Barèmes

Se reporter à l'annexe N° 73a4.

### Précisions

Si un séjour est supérieur à 7 jours et inférieur à 14 jours un seul paiement peut être effectué dans l'année sans que le reliquat de jours soit payé pour un autre séjour. Si un séjour est inférieur à 7 jours un seul paiement sera effectué par tranche de 7 jours ainsi en cas d'un nouveau séjour de 6 jours, une nouvelle prestation pourra être versée à l'agent.

Exemple	Prestation versée 							Prestation non versée 						
	1er séjour							2ème séjour						
	1	2	3	4	5	6	7	1	2	3	4	5	6	7
L'agent prend 2 séjours de 4 jours														
L'agent prend 1 séjour de 7 jours et 1 séjour de 4 jours														
L'agent prend 1 séjour de 10 jours														
L'agent prend 1 séjour de 14 jours														
L'agent prend 2 séjours de 7 jours														

Les factures d'hôtels sont acceptées à la condition que la facture comporte la durée du séjour, le tarif journalier de la nuitée et le nom du ou des participants. Ces précisions sont indispensables pour la liquidation de la prestation.

Pour les locations meublées le contrat de location et la facture acquittés sont obligatoires.

Les séjours à l'étranger peuvent être indemnisés à condition que la facture soit rédigée en français.

Les agents séparés qui partiraient avec leur(s) enfant(s) alors que ceux-ci ne sont pas fiscalement à leur charge peuvent bénéficier de cette prestation. Le quotient familial est alors calculé pour cette prestation, et uniquement pour celle-ci, comme si les enfants étaient à la charge de l'agent demandeur.

La prestation peut être complétée par l'aide aux séjours enfants en maisons familiales de vacances et gîtes, si l'agent a effectué ses vacances dans un gîte agréé. Soit 14 jours en séjour famille + x jours en complément pour les enfants dans la limite de 31 jours.

<b>DRH - SD3D</b> <b>Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION</b> <b>SOCIALE</b>	<b>Dernière mise à jour</b> <b>le 5 mars 2015</b>	<b>Annexe N° 73a19</b>
<b>Prestation ministérielle</b>	<b>PCE</b> <b>6471800000</b>	<b>Séjour vacances en camping</b>	

### Textes de référence

Circulaire FP/4 n° 1931 du 15 juin 1998.  
 Circulaire du 24 décembre 2014 NOR RDFF 1427715C.  
 Note de service n° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015.

### Définition

La prestation couvre une partie des frais de séjour dans un camping sous tente ou caravane (hors mobil-home, cottage ou chalet, ces prestations sont prises sur le séjour vacances en famille).

### Conditions

Elle est soumise au quotient familial.  
 L'enfant doit être à charge fiscalement.  
 Le séjour doit avoir lieu dans un camping agréé par une autorité compétente.  
 La prestation est attribuée par jour et par personne.  
 La prestation ministérielle est servie dans la limite de 21 jours soit 20 nuitées par année civile et par membre du foyer.  
 La prestation est versée pour chaque membre du foyer dans la limite du nombre de personnes du foyer fiscal de l'agent dont les noms sont portés sur la facture.

### Barème

Se reporter à l'annexe N° 73a4.

### Précisions

Les agents séparés qui partiraient avec leur(s) enfant(s) alors que ceux-ci ne sont pas fiscalement à leur charge peuvent bénéficier de cette prestation. Le quotient familial est alors calculé pour cette prestation, et uniquement pour celle-ci, comme si les enfants étaient à la charge du demandeur.



<b>DRH - SD3D – Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION SOCIALE</b>	<b>Dernière mise à jour le 6 mars 2015</b>	<b>Annexe N° 73a20</b>
Logement			

**Préambule :** les modalités de gestion des logements sociaux seront profondément modifiées à compter du 17 avril 2015. La nouvelle bourse au logement se nommera « BALAE » (bourse au logement des agents de l'Etat). La fiche ci-après s'appuie sur les nouvelles modalités.

L'Etat dispose d'un droit de réservation de 30 % des logements sociaux, dont un maximum de 5 % est dédié aux fonctionnaires, sous conditions de ressources.

Ces logements sociaux concernent exclusivement les agents titulaires de la fonction publique d'Etat et certains agents contractuels (statut de droit public).

L'administration centrale des ministères chargés des affaires sociales ne dispose pas d'un parc immobilier en propre. L'accès au logement social se fait donc exclusivement par le biais du contingent de logement dit « 5 % fonctionnaires » géré par la Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement (DRIHL / Préfecture de Paris).

Cela concerne :

- Les logements sociaux situés à Paris : la majorité se situe dans les quartiers Est et Nord de Paris. Les logements sociaux des quartiers Sud sont moins nombreux, très demandés et donc plus difficiles à obtenir ;
- Les logements situés en périphérie de Paris seront proposés sur BALAE début avril 2015.

### **1 - Quels sont les agents éligibles aux logements ?**

Tous les agents de l'Etat : stagiaire ou titulaire, contractuel (contrat de droit public) d'au moins 1 an, ou des contrats successifs, dont la durée totale est d'au moins 1 an.

Les agents propriétaires d'un bien immobilier ne peuvent pas obtenir un logement social (sauf si le bien est situé dans une zone géographique très éloignée, ne permettant pas de venir au quotidien sur son lieu de travail).

### **2 - Quels sont les critères d'attribution d'un logement social ?**

L'attribution de logements sociaux est soumise à divers critères réglementaires, notamment :

- Plafonds de ressources ;
- composition de la famille (pour définir le nombre de pièces du futur logement) ;
- montant du loyer : en règle générale, le montant du loyer ne doit pas dépasser 30% des revenus du ménage.

### **3 - Comment candidater ?**

- Obtenir un n° unique régional (Ile de France)

Vous devez déposer votre demande de logement social auprès d'un guichet enregistreur (mairie par exemple). Pour cela il convient de compléter le formulaire CERFA de demande de logement social et de présenter votre pièce d'identité.

Votre dossier Cerfa en ligne doit être constamment conforme à votre situation : vous pouvez vérifier et modifier (sauf le bloc identité) à tout moment votre demande de logement : [www.demande-logement-social.gouv.fr](http://www.demande-logement-social.gouv.fr).

- Prendre contact avec le service logement du ministère

Il vous faudra constituer un dossier composé d'une grille de situation à compléter et fournir les justificatifs demandés.

Contacts :

Mèl : [logement@sante.gouv.fr](mailto:logement@sante.gouv.fr)

Tél : 01 40 56 59 73 - Fax : 01 40 56 49 98

Vos interlocuteurs :

Sylvie CHATELAIS, gestionnaire logement – Pièce 3129

Brigitte FORESTER, gestionnaire logement – Pièce 3133

Francis GABRIEL, responsable pôle restauration et logement – Pièce 3132

DRH – SD3D

Bureau de l'action sociale

14, avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP

Métros : St François Xavier (L13), Ecole Militaire (L8), Ségur (L10), Cambronne (L6)

Votre correspondant vérifiera que vous êtes bien éligible au logement social, et si oui, enregistrera votre demande dans SYPLO (logiciel de l'Etat qui recense l'ensemble des demandeurs en Ile de France).

- Fiche de cotation

Une fiche de cotation (nombre de points) sera établie par le service logement au vu de votre situation sociale et sur la base des justificatifs fournis.

Ce nombre de points sera renseignée dans SYPLO par votre correspondant logement.

C'est ce nombre de points qui permet de départager les candidats à un logement.

- Consulter et déposer sa candidature sur un logement

Les vacances de logements figurent sur BALAE : [www.balae.logement.gouv.fr](http://www.balae.logement.gouv.fr)

C'est à vous de déposer votre candidature en ligne lorsqu'un logement vous intéresse :

. il vous faut avoir préalablement effectué le repérage géographique (le refus d'un logement pour un motif que vous connaissiez au moment de la candidature entraîne une non priorité d'accès au logement social pendant un an) ;

. consulter le plafond de ressources maximal pour le type de logement ;

. le nombre de pièces doit être cohérent avec la composition familiale ;

. le montant du loyer ne doit pas excéder 30 % de vos ressources.

#### **4 – Quelle est la suite de votre candidature ?**

Les candidatures sont sélectionnées selon les critères liés à votre situation actuelle de logement et à votre situation familiale et professionnelle, grâce à la fiche de cotation.

Pour chaque logement, tous ministères confondus, la DRIHL transmet les 3 dossiers ayant le plus grand nombre de points au bailleur concerné. Seul un candidat est retenu. Lorsque votre dossier fait partie des 3 dossiers retenus par la Préfecture pour transmission au bailleur, vous ne pouvez plus candidater sur d'autres logements, tant que le bailleur n'a pas communiqué sa réponse, positive ou négative.

#### **5 - Liens utiles :**

SRIAS Ile de France : <http://srias.ile-de-france.gouv.fr/re/Logement-social-fonctionnaires>

DRIHL : <http://www.drihl.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/logement-social-des-fonctionnaires-a2345.html>

<b>DRH - SD3D – Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION SOCIALE</b>	<b>Dernière mise à jour le 6 mars 2015</b>	<b>Annexe N° 73a21</b>
<b>RESTAURATION</b>			

La politique de restauration collective des ministères chargés des affaires sociales repose sur plusieurs principes généraux, notamment la volonté de proposer aux usagers des menus de qualité, variés et équilibrés; répondant de manière stricte aux normes d'hygiène pour un tarif abordable.

Cette démarche s'inscrit dans le schéma directeur de restauration (SDR) mis en place par le ministère en charge de la fonction publique : dans le cadre de l'action sociale au profit de leurs agents, les services peuvent proposer des solutions collectives de restauration pour la pause méridienne. Pour l'administration centrale, les restaurants collectifs sont priorisés : restaurant administratif (RA) ; inter-administratif (RIA) ou restaurants inter-entreprises (RIE).

### **Subventions de l'administration**

#### **- Subvention interministérielle**

L'administration participe au prix des repas servis dans les restaurants administratifs et inter-administratifs sous forme d'une subvention interministérielle obligatoire et à charge des ministères. Cette subvention est versée au prestataire de restauration, l'agent bénéficie de la réduction correspondante sur le prix du repas consommé.

La subvention est allouée au profit des agents de l'Etat en activité dont l'indice majoré figurant sur le bulletin de salaire est égal au plus à 466

Le montant de la prestation repas interministérielle est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2015 à 1,22 €.

#### **- Subvention ministérielle :**

Par ailleurs, en fonction de la politique de restauration mise en place au niveau local, l'administration peut mettre en place des subventions complémentaires portant sur le droit d'admission et éventuellement sur les denrées alimentaires

Attention : le reste à la charge de l'agent ne peut pas être inférieur à 2,32 € au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (texte URSSAF).

Les agents retraités et leurs conjoints peuvent se restaurer dans ces restaurants sous certaines conditions. Ils ne peuvent pas bénéficier des subventions interministérielle et ministérielle.

### **Les restaurants en administration centrale**

En administration centrale, une restauration collective (RA ou RIE) est proposée aux agents, sur l'ensemble des 6 sites où ils sont localisés :

#### **Gamme de restauration généraliste :**

- Duquesne : Eurest ;
- Avenue de France : Elior ;
- Mirabeau : Elior ;
- Borromées 2 à Saint-Denis (CNML, CNCP) : Sodexo ;
- Nantes (service des pensions) : Agrima.

#### **Gamme de restauration premium / intermédiaire :**

- Montparnasse Sud-Pont : Arpège (groupe Elior) ;

### **Bénéficiaires et conditions d'attribution**

Quel que soit le site de restauration, le coût de revient d'un repas est composé des éléments suivants :

- le prix des denrées alimentaires ;
- le coût d'admission.

L'administration participe au financement des repas des agents en versant une subvention dégressive selon l'indice majoré.

La subvention est allouée aux fonctionnaires stagiaires qu'ils effectuent ou non une période de scolarité dans une école d'administration, ainsi qu'aux personnes sous contrat à durée déterminée, quelle que soit la durée du contrat, aux apprentis, aux personnes effectuant un stage dans le cadre d'un cursus universitaire ou d'une formation professionnelle.

**Le reste à charge de l'agent** correspond au coût des denrées alimentaires et du droit d'admission, après déduction de la participation de l'administration.

### Harmonisation des grilles tarifaires :

Quel que soit le restaurant, la subvention de l'administration sur l'alimentaire et la participation de l'agent au coût d'admission sont identiques (sauf site Avenue de France). Le reste à charge de l'agent varie toutefois d'un restaurant à l'autre car les coûts alimentaires et d'admission sont différents.

### **Site Duquesne**

Le restaurant administratif est situé au 1er sous-sol. Accès principal par l'escalier / ascenseur O ou escalator juste après le hall d'accueil.

Il vous accueille de 11h30 à 14h30 (dernier service 14h).

Pour y accéder, vous devez vous munir de votre badge d'accès qui vous a été délivré par le BRHAG.

Approvisionnement des badges : carte bancaire à la borne située à la cafétéria, e-paiement, chèques ou espèces en caisse.

#### Contacts :

M Sylvain GOMEZ, directeur du restaurant

Mél : E911401Dir@compass-group.fr

Web site <http://www.ministeredesaffaires sociales.eurest.fr>

### **Site Montparnasse Sud-Pont (RIE Atlantique)**

Le restaurant inter entreprise est situé entre les n°10 et 18 de la place des cinq martyrs du lycée Buffon.

Pour y accéder, vous devez vous munir de votre badge d'accès qui vous a été délivré par le BRHAG.

Approvisionnement des badges : carte bancaire à la borne située à l'entrée du restaurant, chèques ou espèces en caisse.

Il vous accueille de 11h45 à 14h30 (dernier service 14h00).

#### Contacts :

M Nicolas LE PAGE, directeur du restaurant

Mél : av002618@elior.com

### **Site Mirabeau**

Le restaurant inter entreprise est situé au niveau 0 de la Tour.

Il vous accueille de 11h30 à 14h30 (dernier service 14h).

Pour y accéder, vous devez vous munir de votre badge d'accès qui vous a été délivré par le BRHAG.

Approvisionnement des badges : carte bancaire à la borne située à l'entrée du restaurant, chèques ou espèces en caisse.

#### Contacts :

Mme Marie REYNAUD, directrice du restaurant

Email : av046605@elior.com

### **Site Avenue de France**

Deux restaurants inter entreprises, appelés « bleu » et « rouge » sont à votre disposition. Ils sont situés au rez-de-chaussée de chaque côté du patio. Ils vous accueillent de 11h45 à 14h15.

#### Contacts :

M Xavier CIOR, directeur du restaurant

Email : av045936@elior.com

### **Site Borromées2 – St Denis**

Le restaurant inter entreprise vous accueille de 11h30 à 14h.

#### Contacts :

M Olivier BERNARD, directeur du restaurant

[olivier.bernard@sodexo.com](mailto:olivier.bernard@sodexo.com)

<b>DRH - SD3D – Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION SOCIALE</b>	<b>Dernière mise à jour le 5 mars 2015</b>	<b>Annexe N° 73a22</b>
<b>Petite enfance</b>			

Une offre de garde variée est proposée par la DRH aux enfants dont l'un des parents est affecté dans l'une des directions d'administration centrale des ministères sociaux et rémunéré sur leurs budgets :

- Les crèches ministérielles : Site Duquesne (44 berceaux) et Site Montparnasse (25 berceaux)
- le jardin d'enfants (23 enfants), une alternative à l'école maternelle pour les enfants âgés de 2 ans ½ à 6 ans 1/2
- le centre de loisirs des 6/11 ans (24 enfants): un centre de loisirs à taille humaine

### ***Les crèches ministérielles :***

#### Les modalités d'inscription :

Vous souhaitez réserver une place en crèche ?

A partir du 3ème mois de grossesse, formuler votre demande à l'adresse courriel suivante :

**DRH-SD3D-CRECHE@sg.social.gouv.fr**

#### Leur situation géographique

#### ***Pour le Site Duquesne (44 places) :***

La crèche est ouverte du lundi au vendredi de 8h20 à 18h pour les enfants du personnel.

Elle est située au 3<sup>ème</sup> (petits et moyens) et au 4<sup>ème</sup> étage (section des grands) de l'épi central.

#### Interlocuteur :

Bernard Ben Bounan – Directeur

bernard.ben-bounan@sg.social.gouv.fr

Tél : 65147 ou 68610 - Epi central 3ème étage

#### ***Pour le Site Montparnasse (25 places) :***

La crèche est située : 5 - 7 rue Guillemainot - Paris 14ème

Elle est ouverte du lundi au vendredi de 8h20 à 18h00 pour les enfants du personnel.

#### Interlocutrice :

Aline DERLON – Directrice

aline.derlon@croix-rouge.fr ou creche.ministere@croix-rouge.fr

Tél : 01.45.38.57.40

Les 2 crèches sont fermées 4 semaines en été et 1 semaine à Noël.



### ***Le jardin d'enfants (23 places), une alternative à l'école maternelle :***

Le jardin d'enfant est situé sur le site Duquesne. Il accueille les enfants âgés de 2 ans ½ à 6 ans ½.

Il est ouvert du lundi au vendredi de 8h20 à 18h00 pour les enfants du personnel.

Vous souhaitez réserver une place au jardin d'enfants ?

Merci de prendre rendez-vous avec sa directrice, Anne Juvet, qui vous transmettra par retour de mail la liste des documents à fournir.

#### Interlocutrice :

Anne Juvet – Directrice

anne.juvet@sg.social.gouv.fr

Tél : 01.40.56.42.13 ou 01.40.56.51.20 – Epi central 4<sup>ème</sup> étage

***Le centre de loisirs (24 places) accueille les enfants âgés de 6 à 11 ans***

Le centre de loisirs est ouvert :

- durant les petites vacances scolaires
- durant les 3 premières et la dernière semaine des vacances d'été

Il organise des activités à Paris pour les enfants du personnel :

- Activités manuelles
- Activités sportives
- Sorties culturelles
- Patinoire,
- Sorties à l'extérieur avec des animateurs.

**Interlocuteur :**

Mourad BENABBOU –Directeur  
mourad.benabbou@sg.social.gouv.fr  
Tél : 01.40.56.68.57

Pour toute information complémentaire relative à l'organisation de ces structures d'accueil, votre contact au bureau de l'action sociale :

Maïté Pouillard  
malte.pouillard@sg.social.gouv.fr  
Tél. 01.40.56.56.03

**L'offre de berceaux SRIAS :**

Si vous êtes fonctionnaire d'Etat titulaire, vous pouvez également déposer une demande de berceau auprès de la Section Régionale d'Action Sociale (SRIAS) Ile-de-France :

<http://srias.ile-de-france.gouv.fr/fre/Petite-Enfance/Application-CERES>

**Cette demande ne vous dispense pas de faire d'autres demandes**, auprès de collectivités territoriales par exemple ou de l'employeur de votre conjoint.

**<http://srias.ile-de-france.gouv.fr/>**

<b>DRH - SD3D</b> <b>Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION</b> <b>SOCIALE</b>	<b>Dernière mise à jour</b> <b>le 5 mars 2015</b>	<b>Annexe N° 73a23</b>
<b>Prestation ministérielle</b>	<b>PCE</b> <b>6471800000</b>	<b>Aides aux vacances</b> <b>Personnes seules</b> Secteur travail	

## Textes de référence

Circulaire FP/4 n° 1931 du 15 juin 1998.  
 Circulaire du 24 décembre 2014 NOR RDFF 1427715C.  
 Note de service n° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015.

## Définition

Cette prestation, qui ne s'adressait qu'aux familles, est étendue aux personnes seules sans enfant à charge (célibataire, séparée /divorcée, veuve-veuf...) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

## Conditions

Elle est soumise au quotient familial.

La prestation ne peut être versée que dans la limite de 14 jours, soit 13 nuitées, par année civile, la prise en charge peut s'effectuer sur la base de deux séjours d'une semaine (ou d'un séjour de 14 jours consécutifs).

## Barèmes

Se reporter à l'annexe N° 73a4.









































































## Précisions

Les factures d'hôtels sont acceptées à la condition que la facture comporte la durée du séjour, le tarif journalier de la nuitée et le nom du participant. Ces précisions sont indispensables pour la liquidation de la prestation.

Les séjours à l'étranger peuvent être indemnisés à condition que la facture soit rédigée en français.

Pour les locations meublées le contrat de location et la facture acquittés sont obligatoires.

Si un séjour est supérieur à 7 jours et inférieur à 14 jours un seul paiement peut être effectué dans l'année sans que le reliquat de jours soit payé pour un autre séjour. Si un séjour est inférieur à 7 jours un seul paiement sera effectué par tranche de 7 jours ainsi en cas d'un nouveau séjour de 6 jours, une nouvelle prestation pourra être versée à l'agent.

Exemple	Prestation versée 							Prestation non versée 						
	1er séjour							2ème séjour						
	1	2	3	4	5	6	7	1	2	3	4	5	6	7
L'agent prend 2 séjours de 4 jours														
L'agent prend 1 séjour de 7 jours et 1 séjour de 4 jours														
L'agent prend 1 séjour de 10 jours														
L'agent prend 1 séjour de 14 jours														
L'agent prend 2 séjours de 7 jours														

<b>DRH - SD3D</b> <b>Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION</b> <b>SOCIALE</b>	Dernière mise à jour le 5 mars 2015	<b>Annexe N° 73a24</b>
<b>Prestation ministérielle</b>	<b>Imputation</b>  PCE 6471800000	<b>Aide à l'éducation</b> Secteur travail	

### Textes de référence

Circulaire FP/4 N° 1931 du 15 juin 1998  
Décret 2006-21 du 6 janvier 2006 version consolidée  
Note de service N° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015

### Définition

Cette prestation est destinée à aider les parents à faire face aux frais engagés pour l'éducation de leurs enfants scolarisés.

### Condition

#### **Etre rémunéré sur le budget travail.**

Cette prestation est soumise au quotient familial.

L'enfant doit être à charge fiscalement.

L'agent doit fournir un original du certificat de scolarité ou une copie du contrat d'apprentissage.

Pour les agents qui demandent le complément logement, fournir une copie du bail de l'enfant. L'adresse figurant sur le bail doit être distincte de l'adresse familiale.

Une seule demande par année civile et par année scolaire (sauf intégration en maternelle en cours d'année).

### Barème

Se reporter à l'annexe N° 73a4.

Ces montants de base peuvent-être majorés localement de 50% pour l'ensemble des niveaux -y compris le complément logement- ou en ciblant la majoration sur 1 ou plusieurs items.

### Précisions

Les études peuvent se dérouler en France ou à l'Etranger.

La prestation « Etudes supérieures » peut être versée :

- pour les classes préparatoires et la préparation aux concours -exemple GRETA- ;
- pour les contrats de formation professionnelle non rémunéré ;
- pour l'étudiant qui bénéficie du statut de stagiaire à condition qu'il ne perçoive pas de rémunération ;
- pour les études par correspondance.

#### Complément logement

Le complément logement doit être, dans la mesure du possible, demandé en même temps que la prestation « Aide à l'éducation ». En tout état de cause il devra être demandé dans les 4 mois qui suivent le début de la scolarité. Le lieu de la résidence de l'étudiant devra être en cohérence avec le lieu où se déroule la scolarité.



Cette prestation est également versée :

- lorsque l'enfant est en internat, quel que soit son niveau d'études ;
- pour des études à l'étranger sous réserve d'une scolarité égale à au moins 3 mois, les justificatifs des frais engagés doivent être rédigés en français ;
- en cas de colocation ;
- pour les 2 enfants d'un agent s'ils occupent le même logement.

Pour les enfants qui intègrent le cycle « Maternelle » en milieu d'année scolaire – par exemple- en février 2015, il sera possible pour cette seule année civile de verser deux fois « l'aide à l'éducation ». Ainsi, si l'enfant intègre une classe de maternelle en février 2015, l'agent percevra la prestation pour l'année scolaire 2014/2015 et percevra également, si l'agent le demande, la prestation pour l'année scolaire 2015/2016.

-----

Cette prestation est cumulable avec l'allocation de rentrée scolaire versée par la CAF

<b>DRH - SD3D – Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION SOCIALE</b>	<b>Dernière mise à jour le 5 mars 2015</b>	<b>Annexe N° 73a25</b>
<b>Prestation ministérielle</b>	<b>PCE 6471800000</b>	<b>Aide au BAFA Enfants de 17 à 25 ans Secteur travail</b>	

### Textes de référence

Circulaire FP/4 n° 1931 du 15 juin 1998.  
 Circulaire du 24 décembre 2014 NOR RDFF 1427715C.  
 Note de service n° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015.

### Définition

Cette prestation a pour but de participer aux frais engagés pour la préparation du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centre de vacances et de loisirs.

### Conditions

La prestation est soumise au calcul du quotient familial.  
 Le bénéficiaire doit être âgé de 17 à moins de 26 ans. L'aide à la formation est versée si les deux premières étapes de la formation (formation générale et stage pratique) ont été accomplies, et l'inscription à la troisième étape effectuée (session d'approfondissement ou de qualification).  
 La formation et le stage pratique doivent être effectués dans une association ou un centre de vacances habilité.

### Précisions

L'aide doit être demandée dans les quatre mois qui suivent la date d'inscription à la troisième étape d'obtention du BAFA.

### Barème

Se reporter à l'annexe N° 73a4.

<b>DRH - SD3D – Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION SOCIALE</b>	<b>Dernière mise à jour le 5 mars 2015</b>	<b>Annexe N°73a26</b>
<b>Prestation ministérielle</b>	<b>PCE 6471800000</b>	<b>Aide à la conduite accompagnée Secteur travail</b>	

### Textes de référence

Circulaire FP/4 du 15 juin 1998.

Circulaire n° 2005/08 du 1<sup>er</sup> décembre 2005.

Note de service n° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015.

### Définition

Cette prestation comprend : l'apprentissage anticipé de la conduite à partir de 16 ans, l'apprentissage supervisé de la conduite à partir de 18 ans, la conduite encadrée qui s'adresse aux jeunes préparant dans les établissements de l'Education Nationale, les diplômes professionnels menant aux métiers de la route.

### Conditions

La prestation est soumise au calcul du quotient familial.

Cette prestation est versée pour tout enfant à charge fiscalement quel que soit son âge, elle peut également être versée aux agents qui choisiraient ce mode d'apprentissage de la conduite.

L'enfant concerné et ses parents doivent avoir signé un contrat avec une auto-école pour apprendre à conduire via l'apprentissage anticipé de la conduite. Cette aide est versée à l'agent après délivrance de l'attestation de fin de formation initiale délivrée par l'auto-école.

### Barème

Se reporter à l'annexe N° 73a4.

<b>DRH - SD3D – Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION SOCIALE</b>	<b>Dernière mise à jour le 5 mars 2015</b>	<b>Annexe N° 73a27</b>
<b>Prestation ministérielle</b>	<b>PCE 6471800000</b>	<b>Activités sportives, culturelles et de loisirs, participation aux frais d'inscription</b>	

## Textes de référence

Note de service n° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015.

## Définition

Cette prestation est destinée à compenser pour les agents affectés à la direction des ressources humaines (DRH) des ministères en charge des affaires sociales en poste à Nantes le manque d'associations sportives et culturelles locales. En effet, les agents de l'administration centrale des ministères chargés des affaires sociales en poste à Paris bénéficient, sur leurs lieux de travail, de multiples activités sportives ou culturelles mises en place par les associations locales subventionnées par ces ministères.

Par mesure d'équité, il a donc été décidé d'instaurer cette prestation exceptionnelle.

## Conditions

Tous les agents en position d'activité rémunérés par les ministères en charge des affaires sociales, en poste au sein du bureau des pensions, des validations de service et des accidents du travail de la DRH, peuvent prétendre, sans condition de ressources, au remboursement d'une partie des frais d'inscription à une activité – *sportive, culturelle, ou de loisirs*.

Sont considérés en position d'activité les agents en congé annuel, en congé de maladie, en congé pour accident de service, en congé de longue maladie, en congé de longue durée, en congé de grave maladie, en congé de maternité, en congé d'adoption, en congé pour formation professionnelle, en congé pour formation des cadres en animateurs des organisations de jeunesse, en congé pour formation syndicale, en congé de bénévolat associatif, en congé de présence parentale.

Les agents mis à disposition et rémunérés par leur administration d'origine ne peuvent pas bénéficier de cette prestation, sauf condition contraire prévue par la convention de mise à disposition de l'agent.

L'agent peut bénéficier, une fois par an, du remboursement partiel ou total de son abonnement à une activité sportive, culturelle ou de loisirs.

L'agent devra remettre comme justificatif la facture de son abonnement.

## Procédure

Sous couvert du chef du bureau, l'agent devra adresser au bureau de l'action sociale de la DRH :

- L'imprimé de demande de prestation,
- Un relevé d'identité bancaire,
- La facture, au nom de l'agent, justifiant de l'abonnement.

## Barème

La prestation est fixée forfaitairement à 50 € par agent et par an, et ce, quelle que soit la somme effectivement engagée.

<b>DRH - SD3D</b> <b>Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION</b> <b>SOCIALE</b>	Dernière mise à jour le 26 février 2015	<b>Annexe N° 73a28</b>
<b>Prestation ministérielle</b>	<b>PCE</b> <b>6471230000</b> (secours)	<b><u>Aide financière</u></b>	

### Textes de référence

Circulaire DAGEMO N° 2001-06 du 5 novembre 2001 relative à l'attribution de prêts sociaux et secours destinés au personnel du ministère chargé du travail.

Arrêté du 12 septembre 2012 portant création des instances de dialogue social compétentes en matière d'action sociale, placées auprès des ministres chargés des affaires sociales de la santé, des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative et de la ville.

Arrêté du 24 avril 2014 fixant le montant maximal d'aide et de prêt susceptible d'être attribué par l'administration après avis de la commission consultative d'attribution des aides et des prêts ou de la commission d'attribution des secours et des prêts.

Note de service n° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015.

### Définition

Cette prestation est destinée à faire face à une situation financière difficile et est attribuée pour répondre à une dépense imprévisible que l'agent ne peut surmonter seul. A titre indicatif, le décès d'un conjoint ou d'un enfant, le chômage du conjoint, un accident privant le conjoint de ses revenus, la menace d'une saisie, un accident de voiture mais également la défaillance d'un appareil de chauffage ou toute situation socialement difficile nécessitant un secours ponctuel sont de nature à ouvrir droit à cette aide.

### Procédure

A l'issue d'un entretien avec l'assistante de service social de la DIRECCTE ou de la DRJSCS du lieu de résidence de l'agent un dossier est constitué.

Il appartient à l'assistante de service social d'apprécier la situation et l'urgence sociale,

L'assistante de service social rédige un rapport social qui précise les points suivants :

- le fait déclencheur de la demande,
- le contexte familial et social,
- la proposition d'aide financière et sociale, les solutions envisagées et l'accompagnement social.

Les demandes sont préalablement examinées en commission. (Cf textes référencés)

### Montant de l'aide

Le montant maximum des secours attribués sur une période de 12 mois ne peut excéder 1 350 euros pour le même motif. Ces secours peuvent être attribués en une ou plusieurs fois. Cette aide est versée directement à l'agent en difficulté, elle peut être directement versée au créancier de l'agent.

<b>DRH - SD3D</b> <b>Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION</b> <b>SOCIALE</b>	Dernière mise à jour le 5 mars 2015	<b>Annexe N° 73a29</b>
<b>Prestation ministérielle</b>	<b>MGAS</b>	<b><u>Prêt à taux zéro</u></b>	

### Textes de référence

Circulaire DAGEMO N° 2001-06 du 5 novembre 2001 relative à l'attribution de prêts sociaux et secours destinés au personnel du ministère chargé du travail.

Arrêté du 12 septembre 2012 portant création des instances de dialogue social compétentes en matière d'action sociale, placées auprès des ministres chargés des affaires sociales de la santé, des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative et de la ville.

Arrêté du 24 avril 2014 fixant le montant maximal d'aide et de prêt susceptible d'être attribué par l'administration après avis de la commission consultative d'attribution des aides et des prêts ou de la commission d'attribution des secours et des prêts.

Note de service N°DRH/SD3D/2014/149 du 25 avril 2014 relative aux prêts en faveur des agents pour 2014 (secteur travail).

Note de service N°DRH/SD3D/2014/150 du 25 avril 2014 relative aux prêts en faveur des agents pour 2014 (affaires sociales).

Note de service n° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015.

### Définition

Ce **prêt à taux zéro** est destiné à faire face à des frais exceptionnels engagés par l'agent et qui participent à l'amélioration de sa vie quotidienne : frais de déménagement, travaux d'aménagement, dépenses de santé, etc.

Pour les agents contractuels de droit public, la durée du contrat en cours devra être au moins égale à la durée du remboursement du prêt demandé.

### Procédure

Le dossier de demande de **prêt à taux zéro** doit être téléchargé sur le site :

[https://paco.intranet.social.gouv.fr/servicescommuns/DRH/action\\_sociale/prêts%20et%20aides/Prêts/Pages/PRETS.aspx](https://paco.intranet.social.gouv.fr/servicescommuns/DRH/action_sociale/prêts%20et%20aides/Prêts/Pages/PRETS.aspx)

La demande de l'agent devra être obligatoirement accompagnée des copies des pièces suivantes :

- les 3 derniers bulletins de salaire, ou titre de pension de retraite ou d'invalidité de l'ensemble des personnes composant le foyer fiscal ;
- le dernier avis d'imposition de chacun des membres composant le foyer fiscal de l'agent ;
- les 2 derniers mois de relevé bancaire de l'ensemble des comptes courants et des comptes de placement du foyer de l'agent ;
- la dernière taxe d'habitation ou taxe foncière en location ou en pleine propriété ;
- la carte d'identité ou le livret de famille selon la situation familiale de l'agent ;
- la dernière simulation de la caisse d'allocations familiales ;
- pour les agents contractuels, une copie du contrat de travail ;
- la dernière quittance de loyer ou le tableau synthétique d'amortissement du prêt bancaire ;
- un relevé d'identité bancaire au nom du demandeur ;

- devis ou factures justifiant la demande de prêt, datant de moins d'un mois, à la date de la demande du **prêt à taux zéro**.

Le dossier de demande, daté et signé, accompagné de l'ensemble des pièces référencées ci-dessus devra être transmis à :

DRH  
Sous-direction des ressources humaines  
Bureau de l'action sociale -SD3D-  
*A l'attention de Mme Isabelle DUFOUR*  
14 avenue Duquesne  
75350 PARIS 07 SP

Le bureau de l'action sociale informe l'agent dans les meilleurs délais de la suite réservée à sa demande. Dans le cas d'une suite favorable, le courrier de notification précisera le montant du prêt et l'échéancier du remboursement. En cas de rejet, le courrier de notification précisera le motif de la décision.

La demande sera traitée au niveau de l'échelon national.

### Montant de l'aide

Le montant maximum d'un prêt social est de 2 500 euros. Les frais de dossier correspondent à 1% du montant attribué et seront déduits automatiquement lors du virement à l'agent.

Il s'agit d'un prêt sans intérêt remboursable en 40 mensualités au maximum par prélèvement automatique sur le compte de l'agent. Le premier remboursement peut être différé de six mois au maximum.

Il ne peut être accordé de nouveau prêt, si l'octroi de celui-ci conduit à dépasser le plafond indiqué ci-dessus et, dans le cas d'un prêt contracté à hauteur du plafond autorisé, tant que celui-ci n'a pas été intégralement remboursé.

<b>DRH - SD3D</b> <b>Bureau de l'action sociale</b>	<b>ACTION</b> <b>SOCIALE</b>	Dernière mise à jour le 5 mars 2015	<b>Annexe N° 73a30</b>
<b>Prestation ministérielle</b>	<b>MGAS</b>	<b><u>Prêt social</u></b> Secteur Travail	

## Textes de référence

Circulaire DAGEMO N° 2001-06 du 5 novembre 2001 relative à l'attribution de prêts sociaux et secours destinés au personnel du ministère chargé du travail.

Arrêté du 24 avril 2014 fixant le montant maximal d'aide et de prêt susceptible d'être attribué par l'administration après avis de la commission consultative d'attribution des aides et des prêts ou de la commission d'attribution des secours et des prêts.

Note de service n° DRH/SD3D/2015/73 du 13 mars 2015

## Définition

Un prêt social peut être accordé pour deux catégories de motifs :

- 1) dans tous les cas prévus pour l'obtention d'un secours si la situation financière de l'intéressé ne justifie pas l'octroi d'une aide non remboursable. Ils peuvent être consentis, si la situation sociale le justifie, dans l'attente d'un versement attendu (indemnité d'assurance, capital décès). Dans cette hypothèse, le remboursement se fera en une seule fois dans le mois suivant la perception effective de cette somme ;
- 2) pour permettre le redressement d'une situation financière dégradée passagèrement. En cas d'endettement important, le prêt ne sera pas accordé sauf pour permettre le remboursement anticipé d'un emprunt à un taux élevé. S'il s'agit de crédit revolving, le bénéficiaire du prêt devra s'engager à ne plus recourir à ce type de financement durant toute la durée du prêt accordé par le ministère. Cette clause fera partie intégrante du contrat de prêt. Le cas échéant, il pourra bénéficier de l'appui d'une conseillère en économie familiale et sociale.

Pour les agents contractuels de droit public, la durée du contrat en cours devra être au moins égale à la durée du remboursement du prêt demandé.

## Procédure

A l'issue d'un entretien avec l'assistante de service social de la DIRECCTE du lieu de résidence de l'agent un dossier est constitué.

Il appartient à l'assistante de service social d'apprécier la situation et l'urgence sociale,

L'assistante de service social rédige un rapport social qui précise les points suivants :

- le fait déclencheur de la demande,
- le contexte familial et social,
- la proposition de prêt social, les solutions envisagées et l'accompagnement social.

La demande sera traitée au niveau de l'échelon national.

## Montant de l'aide

Le montant maximum d'un prêt social est de 2 500 euros. Les frais de dossier correspondent à 1% du montant attribué et seront déduits automatiquement lors du virement à l'agent.



Il s'agit d'un prêt sans intérêt remboursable en 40 mensualités au maximum par prélèvement automatique sur le compte de l'agent. Le premier remboursement peut être différé de six mois au maximum.

Il ne peut être accordé de nouveau prêt, si l'octroi de celui-ci conduit à dépasser le plafond indiqué ci-dessus et, dans le cas d'un prêt contracté à hauteur du plafond autorisé, tant que celui-ci n'a pas été intégralement remboursé.